

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-102**

### **DU 23 MARS 2022**

#### **COMMERCES DE PROXIMITÉ - CONTRATS RURAUX COR - 2ÈME AFFECTATION 2022-PNR FRAIS DE STRUCTURE- PROGRAMME D'ACTION 2022 ET RÉVISION DE LA CHARTE DU GÂTINAIS FRANÇAIS**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L333-1 et suivants et R333-1 et suivants ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

**VU** le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

**VU** le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

**VU** le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** le décret n° 2021-34 du 18 janvier 2021 portant renouvellement de classement du Parc naturel régional Oise – Pays de France ;

**VU** la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux ;

**VU** la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et ruraux et création des contrats de territoire ;

**VU** la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 relative aux contrats ruraux (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) ;

**VU** la délibération n° CR 53-10 du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relative au Parc naturel régional du Gâtinais français : approbation du projet de charte révisée et renouvellement du classement du parc ;

**VU** la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 relative aux contrats ruraux et avenants (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise) ;

**VU** la délibération n° CR 84-12 du 28 septembre 2012 relative à l'engagement de la procédure de création du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 portant doublement des aides aux territoires ruraux ;

**VU** la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée portant mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

**VU** la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

**VU** la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 relative aux contrats ruraux – Décisions – Affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

**VU** la délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux – Première affectation 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-087 du 19 mars 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux – Deuxième affectation 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 relative aux parcs naturels régionaux : programmes d'actions 2019 - dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : deuxième affectation 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-260 du 22 mai 2019 relative aux contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs – Avenant – quatrième affectation 2019

**VU** la délibération n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux – cinquième affectation de 2019 ;

**VU** la délibération n° CR 2019-058 du 21 novembre 2019 portant approbation du nouveau périmètre du parc naturel Régional Oise-Pays de France et de sa charte révisée

**VU** la délibération n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 relative aux contrats ruraux : anciens et nouveaux dispositifs - Avenant – 1<sup>ère</sup> affectation 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1<sup>ère</sup> affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

**VU** la délibération CP 2020-173 du 27 mai 2020 relative aux contrats ruraux : Nouveaux dispositifs – avenants – 3<sup>ème</sup> rapport de l'année 2020 – commerces de proximité en milieu rural : 2<sup>ème</sup> affectation 2020 – Acquisition de la ferme de Beaurain au Mesnil-Saint-Denis ((avenant type convention de réalisation) ;

**VU** la délibération CP 2020-340 du 23 septembre 2020 contrats ruraux : avenants et 5<sup>ème</sup> affectation 2020 (relatif à l'avenant type 2 convention type COR) ;

**VU** la délibération n° CR 2020-043 du 24 septembre 2020 portant adoption des orientations régionales relatives aux contrats des PNR 2021-2023 et engagement de la procédure de classement du PNR de la Brie et des deux Morin ;

**VU** la délibération n° CP 2021-031 du 21 janvier 2021 relative au PNR : contrats de parc 2021-2023, frais de structure 2021 et charte du PNR du Vexin français – 1<sup>ère</sup> affectation 2021 : commerces de proximité et bâti rural agricole ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-052 du 21 juillet 2021 « Lutter contre les fractures » ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021 relative à l'agriculture et ruralité – soutien aux PNR – commerces de proximité – bâti agricole en milieux rural – contrats ruraux ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 4<sup>e</sup> affectation pour 2021 et avenant – Signalétique régionale ;

**VU** la délibération n° CR 2021-024 du 23 septembre 2021 portant engagement des procédures de renouvellement de classement des PNR du Gâtinais français et PNR de la Haute Vallée de Chevreuse ;

**VU** la délibération n° CP 2021-430 du 19 novembre 2021 relative aux contrats ruraux – inondations – commerces de proximité ;

**VU** la délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022 relative aux PNR : frais de structure 2022 - contrats ruraux (CoR) - commerces de proximité – première affectation 2022 ;

**VU** l'avis d'opportunité du préfet du 12 novembre 2014 relatif au projet de Parc naturel régional de la Brie et deux Morin ;

**VU** l'avis d'opportunité du préfet du 11 septembre 2020 relatif au projet de Parc naturel régional de la Brie et deux Morin ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

**VU** l'avis de la commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** le rapport n°CP 2022-102 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des entreprises et des communes et détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **592 420,81**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **592 420,81 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2022.

**Article 2 :**

Décide au titre du dispositif « nouveau contrat rural » :

- d'une part, de conclure avec chaque collectivité citée dans le tableau récapitulatif figurant en annexe 2 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée ;
- d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **731 937,08 €**.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque collectivité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 modifiée susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **731 937,08 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2022.

**Article 3 :**

Suite à une erreur matérielle, il convient de compléter les éléments en lien avec le nouveau contrat rural de la commune de Rochefort (78) adoptés par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022 susvisée et de rattacher la fiche-projet n° 22000123 ayant pour objet « l'Extension de la salle plurivalente ».

Décide de participer au financement de cette opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution en faveur de la commune de Rochefort d'une subvention représentant un montant maximum de prévisionnel de 20 000,00 €.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion avec la collectivité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 modifiée susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 20 000,00 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « espaces rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2022.

#### **Article 4 :**

Approuve les avenants aux nouveaux contrats ruraux concernant respectivement les communes de Vaudoy-en-Brie (77), Verdelot (77), Rosay (78), de Janvry (91), d'Ormoy-la-Rivière (91) et de Villeneuve-sur-Auvers (91) figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

#### **Article 5 :**

Dans le cadre de l'avenant de substitution présenté an annexe 4 à la présente délibération, liant la Région, le département de Seine-et-Marne la commune de Verdelot (77), des éléments modificatifs de cet avenant sont nécessaires. Aussi au regard des motifs qui sont exposés et présentés dans la fiche-projet figurant en annexe 3 à la présente délibération, décide :

- de désaffecter l'autorisation de programme de 22 784,78 € adoptée par délibération n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 (dossier IRIS n°19012025) dans le cadre de l'opération « *réfection des allées du cimetière* » du chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2020 ;

- de procéder à l'affectation d'une autorisation de programme de 22 784,78 € dans le cadre de l'opération « *Aménagements avec espaces verts et renforcement de voiries* » (dossier IRIS n° 22002132) disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2022 ;

- de subordonner le versement de la subvention à la signature de l'avenant ainsi modifié et autorise la présidente à le signer.

#### **Article 6 :**

Dans le cadre de l'avenant portant réduction d'une opération, et substitution par une nouvelle, présenté an annexe 4 à la présente délibération, liant la Région, le département de l'Essonne et la commune d'Ormoy-la-Rivière (91), des éléments correctifs relatifs à la bonne exécution de cet avenant sont nécessaires. Aussi au regard des motifs qui sont exposés et présentés dans la fiche-projet figurant en annexe 3 à la présente délibération, décide :

- de désaffecter, une autorisation de programme de 28 000,80 € adoptée par délibération n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019 (dossier IRIS n°19007359) dans le cadre de l'opération « *Aménagement de la sente de Vauvert* » du chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2019 ;

- de procéder à l'affectation d'une autorisation de programme de **28 000,80 €** dans le cadre de l'opération « *Création d'un parking rue du Mesnil, chemin de la Poste* » (dossier IRIS n°22002384) disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2022 ;

- de subordonner le versement de la subvention à la signature de l'avenant ainsi modifié et autorise la présidente à le signer.

#### **Article 7 :**

Dans le cadre de l'avenant de substitution d'opération présenté en annexe 4 à la présente délibération, liant la Région, le département des Yvelines et la commune de Rosay (78), des éléments modificatifs de cet avenant sont nécessaires. Aussi au regard des motifs qui sont exposés et présentés dans la fiche-projet figurant en annexe 3 à la présente délibération, décide :

- de désaffecter l'autorisation de programme de 33 459 € adoptée par délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2019 (dossier IRIS n°18002259) dans le cadre de l'opération « *Restauration de l'église* » du chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2019 ;

- de procéder à l'affectation d'une autorisation de programme de 33 459 € dans le cadre de l'opération « *Aménagement d'une salle d'activités dans la mairie* (22002263) » disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux », du budget 2022 ;

- de subordonner le versement de la subvention à la signature de l'avenant ainsi modifié et autorise la présidente à le signer.

#### **Article 8 :**

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre des contrats ruraux, concernant les collectivités suivantes :

- Commune de Frétoy (77) approuvé par la délibération n° CP 2018-384 du 19 septembre 2018 susvisée ;

- Commune de Nestle-la-vallée (95) approuvé par la délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 susvisée ;

- Commune de Rouilly (77) approuvé par la délibération n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 susvisée ;

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre des commerces de proximité aux entreprises suivantes :

- « GALERIE DES PAINS » à Barbizon (77), bénéficiaire d'une subvention attribuée par délibération n° CP 2021-031 du 21 janvier 2021 susvisée ;
- « CHARLES DELMOTTE » à Epiais-les-Louvres (95) dont le siège est à Chennevières-les-Louvres (95), bénéficiaire d'une subvention attribuée par délibération n° CP 2021-430 du 19 novembre 2021 susvisée ;
- « STEPHANE BLANCHON » à Beauthel-Saints (77), bénéficiaire d'une subvention attribuée par délibération n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021 susvisée ;

Approuve en conséquence les modifications des fiches projets correspondantes telles qu'elles figurent en annexe 5 à la présente délibération.

#### **Article 9 :**

Décide, au titre du **Soutien aux parcs naturels régionaux**, de participer au financement des frais de structure du **SMAG du parc naturel régional Oise – Pays de France**, détaillés dans la fiche-projet figurant en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **352 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 352 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP76-002 (176002) « Parcs naturels régionaux », action 17600206 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2022.

#### **Article 10 :**

Décide, au titre du **Soutien aux parcs naturels régionaux**, de participer au financement des 5 actions détaillées en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution au **SMAG du Parc naturel régional Oise-Pays de France** d'une subvention d'un montant total maximum de **117 431 €**.

Décide de fixer le nombre de stagiaires ou alternants que le SMAG du Parc naturel régional Oise – Pays de France s'engage à recruter au titre de l'année 2022 à 3 stagiaires.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à l'annexe 7 du contrat de parc du Parc naturel régional Oise – Pays de France, adopté par délibération n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte, au titre du programme d'actions 2022 et en faveur du SMAG du Parc naturel régional du Oise-Pays de France, un montant total d'autorisations d'engagement de 117 431 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP76-002 (176002) « Parcs naturels régionaux », action 17600205 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2022.

#### **Article 11 :**

Décide, au titre du **Soutien aux parcs naturels régionaux**, de participer au financement des 10 actions détaillées en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution au **SMAG du Parc naturel régional du Gâtinais français** d'une subvention d'un montant total maximum de **353 000 €**.

Décide de fixer le nombre de stagiaires ou alternants que le SMAG du Parc naturel régional du Gâtinais français s'engage à recruter au titre de l'année 2022 à 3 stagiaires.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, d'une convention conforme à l'annexe 7 du contrat de parc du Parc naturel régional du Gâtinais français, adopté par délibération CP 2021-031 du 21 janvier 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer

Affecte, au titre du programme d'actions 2022 et en faveur du SMAG du Parc naturel régional du Gâtinais français, un montant total d'autorisations d'engagement de 353 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-002 (176002) « Parcs naturels régionaux », action 17600205 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2022.

#### **Article 12 :**

Décide, au titre du **Soutien aux parcs naturels régionaux**, de participer au financement des 28 actions détaillées en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution au **SMAG du Parc naturel régional du Vexin français** d'une subvention d'un montant total maximum de **353 000 €**.

Décide de fixer le nombre de stagiaires ou alternants que le SMAG du Parc naturel régional du Vexin français s'engage à recruter au titre de l'année 2022 à 3 stagiaires.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, d'une convention conforme à l'annexe 7 du contrat de parc du Parc naturel régional du Vexin français, adopté par délibération CP 2021-031 du 21 janvier 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte, au titre du programme d'actions 2022 et en faveur du SMAG du Parc naturel régional du Vexin français, un montant total d'autorisations d'engagement de 353 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-002 (176002) « Parcs naturels régionaux », action 17600205 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2022.

#### **Article 13 :**

Approuve la fiche-projet modifiée n° 19002048 telle qu'elle figure en annexe 6 à la présente délibération.

Cette fiche-projet se substitue à la fiche-projet n° 19002048 adoptée par délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 susvisée.

#### **Article 14 :**

Décide, au titre du **Soutien aux parcs naturels régionaux**, de participer au financement des frais de structure du syndicat mixte d'études et de préfiguration (SMEP) du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **125 000 €**.

Approuve la convention relative aux frais de structure 2022 en faveur du SMEP du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin figurant en annexe 7 à la présente délibération.



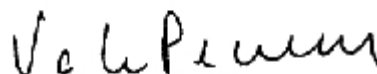
Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature de cette convention avec le SMEP du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 125 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP76-002 (176002) « Parcs naturels régionaux », action 17600206 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2022.

**Article 15 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets présentées en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSE**

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1142247-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

## **Annexe 1 : Fiches projets Commerces de Proximité**

**DOSSIER N° EX062472 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SAS BBM2021 - Acquisition d'un fonds de commerce de boulangerie, travaux et aménagements, équipements professionnels**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	317 833,50 € HT	15,98 %	50 800,00 €
Montant total de la subvention			50 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BBM2021

Adresse administrative : 148 ROUTE DE MELUN  
77580 VOULANGIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Odile BONNET-BOROWIEC, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition d'un fonds de commerce de boulangerie, travaux et aménagements, équipements professionnels

**Dates prévisionnelles** : 15 janvier 2022 - 18 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le commerce dès le mois de janvier 2022, afin d'assurer le démarrage du projet, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'un fonds de commerce, travaux et aménagements, équipements professionnels pour une boulangerie située dans la commune rurale d'Esbly (6 385 habitants) en Seine-et-Marne. Ce projet s'accompagnera d'une création de poste de vendeur d'ici trois ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 317 033,50 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;

- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :**

🏠 ESBLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du fonds commercial	200 000,00	62,93%
Achats de matériels, équipements et travaux	117 033,50	36,82%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,25%
Total	317 833,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	182 323,50	57,36%
Autofinancement	84 710,00	26,65%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	50 000,00	15,73%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,25%
Total	317 833,50	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX061700 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE NEUFMOUTIERS-EN-BRIE - Achat d'un terrain pour l'implantation de deux commerces de bouche**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	64 148,55 € HT	50,00 %	32 074,27 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		32 074,27 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NEUFMOUTIERS EN BRIE

Adresse administrative : 9 RUE DU GENERAL DE GAULLE  
77610 NEUFMOUTIERS EN BRIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Ludovic POUILLOT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Achat d'un terrain pour l'implantation de deux commerces de bouche

**Dates prévisionnelles** : 28 novembre 2021 - 1 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le terrain dès la fin du mois de novembre 2021, afin d'assurer le démarrage du chantier de construction des commerces avant la tenue de la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit de l'acquisition foncière d'un terrain afin d'implanter deux commerces de bouches ainsi qu'un espace stationnement dans la commune de Neufmoutiers-en-Brie (1 173 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles de 64 148,55 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 32 074,27 €.

**Localisation géographique :**  
■ NEUFMOUTIERS-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	64 148,55	100,00%
Total	64 148,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (FER)	21 200,00	33,05%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	32 074,27	50,00%
Autofinancement	10 874,28	16,95%
Total	64 148,55	100,00%

**DOSSIER N° EX062463 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE JANVILLE-SUR-JUINE - Acquisition foncière et aménagement d'un local commercial pour l'installation d'un commerce**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	284 559,68 € HT	50,00 %	142 279,84 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		142 279,84 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE JANVILLE SUR JUINE

Adresse administrative : 40 GRANDE RUE  
91510 JANVILLE SUR JUINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE GARDAHAUT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition foncière et aménagement d'un local commercial pour l'installation d'un commerce de proximité

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2022 - 1 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition foncière et d'aménagement d'un local commercial pour l'installation d'un commerce de proximité dans la commune rurale de Janville-sur-Juine (2 014 habitants) située en Essonne au sein du PNR du Gâtinais français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 284 559,68 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 142 279,84 €.



**Localisation géographique :**  
■ JANVILLE-SUR-JUINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	256 000,00	89,96%
Achats de matériels, équipements et travaux	23 359,68	8,21%
Achats d'études et prestations de services	5 200,00	1,83%
Total	284 559,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat	85 368,00	30,00%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	142 279,84	50,00%
Autofinancement	56 911,84	20,00%
Total	284 559,68	100,00%

**DOSSIER N° EX062416 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MAAN - Acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	24 490,00 € HT	30,00 %	7 347,00 €
Montant total de la subvention			7 347,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAAN

Adresse administrative : 1 RUE MARCEL DASSAULT  
78125 GAZERAN

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Antoine MAUTHE, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le début du mois de mars 2022, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie située dans la commune rurale de Gazeran (1 315 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 24 490 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 7 347 €.

**Localisation géographique :**

GAZERAN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	24 490,00	100,00%
Total	24 490,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	17 143,00	70,00%
Subvention Région (sollicitée)	7 347,00	30,00%
Total	24 490,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX062415 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MAANCOI - Travaux d'aménagement et acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	69 062,00 € HT	30,00 %	20 718,60 €
Montant total de la subvention			20 718,60 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAANCOI  
Adresse administrative : 34T RUE DU ROSEAU  
78610 LE PERRY EN YVELINES  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur Antoine MAUTHE, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux d'aménagement et acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 23 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le début du mois de mars 2022, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de travaux d'aménagement et d'acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie située dans la commune rurale de Coignières (4 365 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 69 062 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 20 718,60 €.

**Localisation géographique :**

■ COIGNIERES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	69 062,00	100,00%
Total	69 062,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	39 771,40	57,59%
Autofinancement	8 572,00	12,41%
Subvention Région (sollicitée)	20 718,60	30,00%
Total	69 062,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX062409 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE LA FERTE-ALAIS - Travaux d'aménagement du centre-bourg afin d'améliorer l'environnement commercial**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	1 204 060,36 € HT	12,46 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LA FERTE-ALAIS  
Adresse administrative : 5 RUE DES FILLETES  
91590 LA FERTE ALAIS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Mariannick MORVAN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux d'aménagement du centre-bourg afin d'améliorer l'environnement des commerces de proximité (création de rues piétonnières, de places de stationnement, d'une signalétique, etc.)

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 12 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le début du mois de mars 2022, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de travaux d'aménagement du centre-bourg afin d'améliorer l'environnement des commerces de proximité dans la commune rurale de La Ferté-Alais (3 786 habitants) située en Essonne au sein du PNR du Gâtinais français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 1 204 060,36 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 150 000 € (montant plafonné).

**Localisation géographique :**

■ LA FERTE-ALAIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	1 135 906,00	94,34%
Achats d'études et prestations de services	68 154,36	5,66%
Total	1 204 060,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat	114 050,00	9,47%
Subvention collectivité territoriale et groupement	128 929,00	10,71%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	150 000,00	12,46%
Autofinancement	811 081,36	67,36%
Total	1 204 060,36	100,00%

**DOSSIER N° EX062394 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SARL BOULANGERIE  
PATISSERIE LANDRON - Travaux d'aménagement et de mise aux normes d'une boulangerie  
pâtisserie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	232 470,10 € HT	21,51 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BOULANGERIE PATISSERIE LANDRON

Adresse administrative : 2 RUE DE LA TETE RICHARD  
95350 PISCOP

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur TONY LANDRON, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux d'aménagement et de mise aux normes d'une boulangerie pâtisserie

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le début du mois de mars 2022, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de travaux d'aménagement et de mise aux normes d'une boulangerie pâtisserie située dans la commune rurale de Piscop (739 habitants) dans le Val-d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 232 470 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné).

**Localisation géographique :**

 PISCOP



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	232 470,10	100,00%
Total	232 470,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	134 000,00	57,64%
Autofinancement	48 470,10	20,85%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	21,51%
Total	232 470,10	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX062393 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE SOGNOLLES-EN-MONTOIS - Acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	66 140,00 € HT	50,00 %	33 070,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		33 070,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SOGNOLLES EN MONTOIS

Adresse administrative : 2 RUE DE CESSY  
77520 SOGNOLLES-EN-MONTOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Gisèle RICHARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie : four, pétrin, etc.

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 30 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès le début du mois de mars 2022, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie dans la commune rurale de Sognolles-en-Montois (390 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 66 140 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 33 070 €.

**Localisation géographique :** SOGNOLLES-EN-MONTOIS**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	66 140,00	100,00%
Total	66 140,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	33 070,00	50,00%
Autofinancement	33 070,00	50,00%
Total	66 140,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062379 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - FRANCK ARTUS (L'ESCO BAR) - Acquisition du fonds de commerce et d'équipements professionnels**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	79 905,19 € HT	30,70 %	24 531,55 €
Montant total de la subvention			24 531,55 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FRANCK ARTUS (L'ESCO BAR)  
Adresse administrative : 39 RUE DE FLAGY  
77940 THOURY FEROTTES  
Statut Juridique : Entrepreneur individuel  
Représentant : Monsieur FRANCK ARTUS, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition du fonds de commerce et d'équipements professionnels

**Dates prévisionnelles** : 14 janvier 2022 - 31 janvier 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le commerce dès le début du mois de janvier 2022, afin d'assurer le démarrage du projet avant la tenue de la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition du fonds de commerce d'un bar/tabac située dans la commune rurale de Thoury-Férottes (673 habitants) en Seine-et-Marne. En complément, le commerce souhaite investir dans des équipements professionnels

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 24 531,55 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 79 105,19 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 23 731,55 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne

**Localisation géographique :** THOURY-FEROTTES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	68 000,00	85,10%
Achats de matériels, équipements et travaux	11 105,19	13,90%
Achats d'études et prestations de services	800,00	1,00%
Total	79 905,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	52 000,00	65,08%
Autofinancement	3 373,64	4,22%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	23 731,55	29,70%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	1,00%
Total	79 905,19	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX062302 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LALYNNE & MENZA -  
Acquisition du fonds de commerce d'une librairie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	131 583,93 € HT	30,00 %	39 475,18 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		39 475,18 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LALYNNE & MENZA  
Adresse administrative : 9 CHEMIN DES ESSARTS  
78690 LES ESSARTS LE ROI  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Madame EMILIE JEANNINE PIOT, Président directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition du fonds de commerce d'une librairie

**Dates prévisionnelles** : 1 février 2022 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le commerce dès le début du mois de février 2022, afin d'assurer le démarrage du projet avant la tenue de la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition du fonds de commerce d'une librairie dans la commune rurale de Saint-Arnoult-en-Yvelines (6 047 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 131 583,93 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 39 475,18 €.

**Localisation géographique :**

■ SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du fonds commercial	128 000,00	97,28%
Achats de matériels, équipements et travaux	3 583,93	2,72%
Total	131 583,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	92 108,75	70,00%
Subvention Région (sollicitée)	39 475,18	30,00%
Total	131 583,93	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX062290 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - BOUYASSINE SAID - Travaux de rénovation de la façade d'une épicerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	13 014,00 € HT	30,00 %	3 904,20 €
Montant total de la subvention			3 904,20 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BOUYASSINE SAID  
Adresse administrative : 4 RUE VIVIEN  
95270 LUZARCHES  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur SAID BOUYASSINE, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation de la façade d'une épicerie

**Dates prévisionnelles** : 17 janvier 2022 - 29 janvier 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de janvier 2022, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de réfection de la façade d'une épicerie située dans la commune rurale de Luzarches (4 714 habitants) dans le Val-d'Oise au sein du PNR du Oise-Pays de France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 13 014 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 3 904,20 €.

**Localisation géographique :**

■ LUZARCHES



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	13 014,00	100,00%
Total	13 014,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	9 109,80	70,00%
Subvention Région (sollicitée)	3 904,20	30,00%
Total	13 014,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX062180 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LA FABRIK À PIZZA - Acquisition d'un fonds de commerce et travaux d'aménagements pour une pizzeria**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	94 568,01 € HT	30,00 %	28 370,40 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		28 370,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LA FABRIK A PIZZA  
Adresse administrative : 26 RUE JEAN JAURES  
77440 LIZY SUR OURCQ  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur KEVIN ROULLAT, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition d'un fonds de commerce et travaux d'aménagements pour une pizzeria

**Dates prévisionnelles** : 23 décembre 2021 - 31 janvier 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le commerce dès la fin du mois de décembre 2021, afin d'assurer le démarrage du projet.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition du fonds de commerce ainsi que des travaux d'aménagements une pizzeria dans la commune rurale de Lizy-sur-Ourcq (3 556 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 94 568,01€ HT € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 28 370,40€.

**Localisation géographique :**

📍 LIZY-SUR-OURCQ

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un fonds commercial	74 000,00	78,25%
Achats de matériels, équipements et travaux	20 568,01	21,75%
Total	94 568,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	66 197,61	70,00%
Subvention Région (sollicitée)	28 370,40	30,00%
Total	94 568,01	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

**DOSSIER N° EX061932 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - ORIA COIFFURE - Aménagement et équipement d'un salon de coiffure**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	32 832,56 € HT	30,00 %	9 849,77 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		9 849,77 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ORIA COIFFURE  
Adresse administrative : 21 GRANDE RUE  
78640 NEAUPHLE LE CHATEAU  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Madame HELENE HUA, Gérante

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Aménagement et équipement d'un salon de coiffure

**Dates prévisionnelles** : 13 décembre 2021 - 31 janvier 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer l'aménagement et l'acquisition des équipements dès le mois de décembre 2021, avant la commission permanente de mars 2022.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'aménagement et d'acquisition d'équipement d'un salon de coiffure située dans la commune rurale de Neauphle-le-Château (3 439 habitants) dans les Yvelines. Ce projet est soutenu par "Initiative Seine Yvelines".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 32 832,56 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 9 849,77 €.

**Localisation géographique :**

■ NEAUPHLE-LE-CHATEAU

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	32 832,56	100,00%
Total	32 832,56	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	14 000,00	42,64%
Autofinancement	8 982,79	27,36%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	9 849,77	30,00%
Total	32 832,56	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2019	0,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €

## **Annexe 2 : Tableau récapitulatif des CoR**

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX			CP 2022-102
COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
LEUDON-EN-BRIE	EX062421	Travaux de voirie : opération de mise en sécurité sur les routes de Chartranges, de Chevru et impasses des buttes et de la Frete	140 000,00
		Total subvention	140 000,00
MARCILLY	EX062280	Aménagement d'un terrain multisports	20 288,00
	22002170	Création d'une aire de jeux	45 266,00
	22002172	Création d'un parking	50 060,00
	22002175	Ravalement de l'école - commune de marcilly (77)	32 386,00
		Total subvention	148 000,00
MONTDAUPHIN	EX062175	Eglise : refection des parements du choeur et du bas-côte et restauration des vitraux du choeur et de la nef	90 440,00
	22002119	Lavoir : réfection des parements et travaux hydrauliques	16 720,00
	22002120	Mairie : mise en accessibilite des abords immédiats	7 240,00
	22002121	Voirie : réfection de la voirie des hameaux de Fouchicourt et Vaumartin	33 600,00
		Total subvention	148 000,00
URY	EX062563	Réhabilitation d'une maison au 9 place du Général de Gaulle en espace de vie sociale	147 937,08
		Total subvention	147 937,08
78 YVELINES			
JAMBVILLE	EX061713	Aménagement des abords de l'école	40 000,00
	21010861	Rénovation énergétique de la mairie	28 000,00
	21010862	Aménagement des abords de la salle des fêtes	80 000,00
		Total subvention	148 000,00
TOTAL GENERAL			731 937,08

## **Annexe 3 : Fiches projets CoR**



**DOSSIER N° EX062421 - COR - TRAVAUX DE VOIRIE : OPERATION DE MISE EN SECURITE SUR LES ROUTES DE CHARTRONGES, DE CHEVRU ET IMPASSES DES BUTTES ET DE LA FRETTE - LEUDON-EN-BRIE (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	350 000,00 € HT	40,00 %	140 000,00 €
Montant total de la subvention			140 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LEUDON EN BRIE

Adresse administrative : RUE PRINCIPALE  
77320 LEUDON EN BRIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Claude LECOQ, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 20 novembre 2020 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Leudon-en-Brie (163 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Travaux de voirie : opération de mise en sécurité sur les routes de Chartronges, de Chevrü et impasses des Buttes et de la Frette". Compte tenu de la proximité de l'église Saint-Denis, inscrite au titre des Monuments historiques par arrêté du 30 mai 1928, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) a été sollicité (avis favorable de principe émis le 30 septembre 2021).

Tout d'abord, le projet consiste en l'aménagement des routes de Chevrü et de Chartronges en agglomération. Pour la route de Chevrü, il est prévu de réaliser des trottoirs permettant un accès aux personnes à mobilité réduite (PMR) de la mairie jusqu'au cimetière mais également de créer un parking de 210 m² comportant 7 places dont 1 PMR au droit du cimetière. Il sera également procédé à un élargissement de la chaussée avec création de grilles avaloirs pour canaliser les eaux de pluie. Afin de respecter les préconisations de l'ABF, une haie d'arbres ainsi que des parterres de rosiers seront plantés

en périphérie du cimetière pour dissimuler les voitures stationnées et ainsi préserver visuellement le cimetière et l'église. La route de Chartranges, quant à elle, sera recalibrée et les trottoirs seront revêtus d'un enrobé pour améliorer l'accessibilité des riverains.

Par ailleurs, la commune souhaite aménager les impasses des Buttes et de la Frette perpendiculaires à la RD75. Les deux rues sont en mauvais état en raison de retenues d'eau et du passage des véhicules d'ordures ménagères. Il sera procédé à une purge et à un reprofilage de ces deux rues. Des trottoirs seront créés, permettant une continuité piétonne avec le trottoir créé sur la RD75, quant à lui financé dans le cadre du dispositif « Fond d'équipement rural » (FER) du CD77. Sur la rue de la Frette, en raison de l'existence d'un réseau pluvial, des grilles avaloir seront créées ; de plus, la voirie sera élargie pour permettre le croisement de véhicule et sera renforcée pour permettre la manœuvre des camions d'ordures ménagères en fond de voie.

Enfin, il est également prévu des travaux sur les portions hors agglomérations des routes de Chevru et de Chartranges. La chaussée de la route de Chevru est à cet endroit en bon état et possède déjà plusieurs gares de croisement. Pour poursuivre l'aménagement sur environ 1400 m, 7 élargissements à 5,3 m seront réalisés pour permettre le croisement de véhicules. La chaussée de la route de Chartranges est, quant à elle, en très mauvais état et devra être purgée et renforcée sur les rives afin de permettre le passage de véhicules agricoles et une meilleure évacuation des eaux de ruissellement qui dégradent actuellement la voirie. Par ailleurs, deux gares de croisements seront créées ; la voirie sera élargie de 2,7 à 5 m.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 350 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

#### Localisation géographique :

 LEUDON-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	326 000,00	93,14%
HONORAIRES	24 000,00	6,86%
Total	350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	140 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - SOLLICITE	105 000,00	30,00%
COMMUNE	105 000,00	30,00%
Total	350 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062280 - COR - AMENAGEMENT D'UN TERRAIN MULTISPORTS - COMMUNE DE MARCILLY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	50 720,00 € HT	40,00 %	20 288,00 €
Montant total de la subvention			20 288,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MARCILLY

Adresse administrative : 1 RUE DE LOUVIN  
77139 MARCILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame DOMINIQUE DUCHESNE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 2 mai 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Marcilly (457 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Aménagement d'un terrain multisports ».

Afin de répondre aux besoins des élèves de l'école de Marcilly ainsi que pour favoriser la pratique sportive des jeunes du village, il est prévu l'aménagement d'un terrain multisports au centre du bourg. L'école se trouve à proximité immédiate du site et les élèves pourront accéder à cet équipement via une traversée piétonne matérialisée sur la chaussée.

Cet équipement sera construit sur une emprise bitumée existante. Il comprendra une aire de jeux recouverte d'un gazon synthétique avec marquage des lignes de jeux, une lisse périmétrique, des filets pare-ballons, un point d'eau et un support pour les cycles.

En outre, sont prévus une haie arbustive qui dissimulera partiellement le terrain, un panneau d'information relative aux consignes de sécurité et un fléchage pour guider les utilisateurs entre le terrain multisports et l'aire de jeux projetée à proximité de cet équipement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 50 720 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

🏠 MARCILLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	3 200,00	6,31%
TRAVAUX	47 520,00	93,69%
Total	50 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	20 288,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	15 216,00	30,00%
COMMUNE	15 216,00	30,00%
Total	50 720,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002170 - COR - CREATION D'UNE AIRE DE JEUX - COMMUNE DE MARCILLY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	113 165,00 € HT	40,00 %	45 266,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		45 266,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MARCILLY

Adresse administrative : 1 RUE DE LOUVIN  
77139 MARCILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame DOMINIQUE DUCHESNE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2023 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Marcilly (457 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Création d'une aire de jeux ».

Cette aire de jeux sera implantée sur un terrain communal arboré situé à l'angle de la rue principale et de la rue du Moulin. Les travaux prévus comprennent non seulement l'aménagement de l'aire de jeux mais également la sécurisation du carrefour qui manque aujourd'hui de visibilité. A cet effet, le pan coupé actuel du mur entourant le terrain où sera implantée l'aire de jeux sera décalé vers l'intérieur du terrain pour ouvrir la vue sur chacune des rues et le mur d'enceinte sera arasé à la hauteur d'un mètre et sera surmonté d'une grille afin d'accroître la visibilité.

Un accès à l'aire de jeux sera créé à l'angle des rues avec la pose de barrières pour empêcher les traversées de piétons dans le carrefour. Cet accès comprendra un portail métallique à double battant afin de permettre le passage des engins d'entretien et un système anti-franchissement pour bloquer les deux roues.

L'aménagement interne de l'aire de jeux qui préservera les arbres existants comprend la démolition d'une ancienne remise, la création des différents jeux et des sols de sécurité ainsi que la réalisation d'un cheminement stabilisé. Il sera complété par des bancs, une table adaptée à un puits existant pour le sécuriser et un fléchage permettra de guider les utilisateurs entre l'aire de jeux et le terrain multisports voisin. Par ailleurs, une haie et une clôture seront implantées en limite de la propriété riveraine.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX062280.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 113 165 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ MARCILLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	6 000,00	5,30%
TRAVAUX	107 165,00	94,70%
Total	113 165,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	45 266,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	33 949,50	30,00%
COMMUNE	33 949,50	30,00%
Total	113 165,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002172 - COR - CREATION D'UN PARKING - COMMUNE DE MARCILLY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	125 150,00 € HT	40,00 %	50 060,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 060,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MARCILLY

Adresse administrative : 1 RUE DE LOUVIN  
77139 MARCILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame DOMINIQUE DUCHESNE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 17 mars 2021 - 31 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par des acquisitions foncières, directement liées à l'opération subventionnée, suivant l'attestation de vente et le décompte de l'acquéreur tous deux établis le 17 mars 2021 par le Notaire ; le montant de l'acquisition s'élève à 50 000 €.

**Description :**

La commune de Marcilly (457 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Création d'un parking ».

Le projet consiste en la création d'une aire de stationnement rue des Mousseaux. Cette rue qui supporte un trafic important a fait l'objet d'aménagements pour ralentir la circulation et offre quelques places de stationnement formant des chicanes. Cette offre étant insuffisante compte tenu de la densité de population et les voitures étant souvent garées de manière anarchique sur les trottoirs au détriment des piétons, une parcelle en surélévation a été acquise par la commune le 17 mars 2021 pour y créer un parking de 11 places dont une accessible aux personnes à mobilité réduite.

Le revêtement du parking sera réalisé en béton bitumineux et un système de rétention-infiltration sera mis en place pour éviter le ruissellement des eaux pluviales vers la rue. Cet aménagement va également nécessiter un terrassement important et la mise en place de murs de soutènement en périphérie du terrain. Les parties situées entre les murs de soutènement et les limites foncières seront aménagées en espaces verts.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise

en compte dans la fiche IRIS n° EX062280.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 125 150 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ MARCILLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION FONCIERE	50 000,00	39,95%
HONORAIRES	3 800,00	3,04%
TRAVAUX	71 350,00	57,01%
Total	125 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	50 060,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	37 545,00	30,00%
COMMUNE	37 545,00	30,00%
Total	125 150,00	100,00%



**DOSSIER N° 22002175 - COR - RAVALEMENT DE L'ECOLE - COMMUNE DE MARCILLY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	80 965,00 € HT	40,00 %	32 386,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		32 386,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MARCILLY

Adresse administrative : 1 RUE DE LOUVIN  
77139 MARCILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame DOMINIQUE DUCHESNE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2024 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Marcilly (457 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Ravalement de l'école ».

Le projet prévoit la réfection de l'enduit des façades de l'école communale afin de pérenniser ce bâtiment. Il est, de plus, prévu la réfection des menuiseries extérieures et des volets.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX062280.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 80 965 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 MARCILLY

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	80 965,00	100,00%
Total	80 965,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	32 386,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	24 289,50	30,00%
COMMUNE	24 289,50	30,00%
Total	80 965,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062175 - COR - EGLISE : REFECTION DES PAREMENTS DU CHOEUR ET DU BAS-CÔTÉ ET RESTAURATION DES VITRAUX DU CHOEUR ET DE LA NEF - MONTDAUPHIN (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	226 100,00 € HT	40,00 %	90 440,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		90 440,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTDAUPHIN  
Adresse administrative : 12 RUE SAINT-LOUP  
77320 MONTDAUPHIN  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Philippe DE VESTELE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 août 2020 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Montdauphin (243 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Eglise : réfection des parements du chœur et du bas-côté et restauration des vitraux du chœur et de la nef ».

La première partie de l'opération consiste en la réfection des parements maçonnés intérieurs et extérieurs du chœur, de l'abside et du bas-côté. Il est prévu, d'une part, le remaniement des baies, le remaillage des maçonneries, la reprise des enduits, la rénovation du sol de l'autel et de l'allée centrale avec des carreaux en terre cuite, le rejointement extérieur au mortier et à la chaux au niveau du chœur, des contreforts et des soubassements et le ravalement de la sacristie. D'autre part, seront réalisés des travaux de charpente et de couverture du porche d'entrée ainsi que des travaux de menuiserie et de serrurerie pour la portée d'entrée, le retable et la grille de la baie de la sacristie.

La seconde partie de l'opération consiste en une restauration des vitraux du chœur et de la nef. Les fenêtres de l'église sont actuellement pourvues de verres incolores dépareillés et souvent cassés.

Pour requalifier cet espace patrimonial mais ne faisant l'objet d'aucune protection aux titres des Monuments historiques, il sera également procédé à la restauration de sept vitraux pour les baies de l'abside (n°0, 1, 2, 3 et 4) et de la nef nord (n°7 et 9) avec des travaux de soudures, de pose de châssis grillagés en inox et de scellement ainsi que la repose de vitraux à neuf. Les baies de la nef nord feront l'objet d'un traitement identique aux baies sud avec l'ajout de touches supplémentaires de couleur dans les bordures. Les baies de l'abside feront l'objet d'un traitement plus contemporain par la couleur et le graphisme.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 226 100,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

🏠 MONTDAUPHIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	213 100,00	94,25%
HONORAIRES	13 000,00	5,75%
Total	226 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	90 440,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	67 830,00	30,00%
COMMUNE	67 830,00	30,00%
Total	226 100,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002119 - COR - LAVOIR : REFECTION DES PAREMENTS ET TRAVAUX  
HYDRAULIQUES - MONTDAUPHIN (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	41 800,00 € HT	40,00 %	16 720,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		16 720,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTDAUPHIN  
Adresse administrative : 12 RUE SAINT-LOUP  
77320 MONTDAUPHIN  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Philippe DE VESTELE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 août 2020 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Montdauphin (243 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Lavoir : réfection des parements et travaux hydrauliques".

Le lavoir est situé au cœur du village, rue du Lavoir. Un petit portail en bois mène par quelques marches maçonnées sous un espace couvert jusqu'au bassin en contrebas de la rue. Un auvent en tuiles mécaniques sur charpente et poteaux en bois est installé en fond de parcelle, au droit du mur mitoyen. Le bassin de forme rectangulaire est enclavé par des clôtures de pierres apparentes enduites.

Il s'avère que le sol en béton est fissuré à divers endroits et les pierres apparentes sont dégradées. Certains éléments en bois de la charpente sont également vétustes et des mousses et lichens se sont développés sur la couverture.

Les travaux nécessaires vont consister en la réfection des maçonneries et des enduits du bassin et de ses abords ainsi qu'à la reprise des bois de la charpente et de la couverture. La pose d'un nouveau portail et de grilles barreaudées sur une partie de l'enceinte est par ailleurs prévue. La reprise des réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux est également incluse dans le programme des travaux.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX062175.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 41 800,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 MONTDAUPHIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	38 000,00	90,91%
HONORAIRES	3 800,00	9,09%
Total	41 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	16 720,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	12 540,00	30,00%
COMMUNE	12 540,00	30,00%
Total	41 800,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002120 - COR - MAIRIE : MISE EN ACCESSIBILITE DES ABORDS IMMEDIATS -  
MONTDAUPHIN (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	18 100,00 € HT	40,00 %	7 240,00 €
Montant total de la subvention			7 240,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTDAUPHIN  
Adresse administrative : 12 RUE SAINT-LOUP  
77320 MONTDAUPHIN  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Philippe DE VESTELE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 août 2020 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Montdauphin (243 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Mairie : mise en accessibilité des abords immédiats ».

La mairie possède une rampe aux normes PMR (Personnes à Mobilité Réduite) au niveau de la façade principale. Un deuxième accès est possible depuis la cour gravillonnée située à l'arrière du bâtiment où se situent des places de stationnement.

La commune envisage d'y créer une place de parking adaptée PMR. Une allée d'accès et un espace de stationnement seront aménagés en béton désactivé après des travaux de terrassement de la cour. La porte d'accès actuelle sera remplacée. L'intervention sur la façade arrière s'achèvera par des travaux portant sur la réfection des enduits dégradés de la maçonnerie extérieure et sur la reprise des gouttières.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX062175.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 18 100 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

■ MONTDAUPHIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	16 450,00	90,88%
HONORAIRES	1 650,00	9,12%
Total	18 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	7 240,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	5 430,00	30,00%
COMMUNE	5 430,00	30,00%
Total	18 100,00	100,00%



**DOSSIER N° 22002121 - COR - VOIRIE : REFECTION DE LA VOIRIE DES HAMEAUX DE FOUCHICOURT ET VAUMARTIN - MONTDAUPHIN (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	84 000,00 € HT	40,00 %	33 600,00 €
Montant total de la subvention			33 600,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTDAUPHIN  
Adresse administrative : 12 RUE SAINT-LOUP  
77320 MONTDAUPHIN  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Philippe DE VESTELE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 août 2020 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Montdauphin (243 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Voirie : réfection de la voirie des hameaux de Fouchicourt et Vaumartin ».

La première voirie, située au hameau de Fauchicourt, est une ruelle longue de 50 m environ avec des constructions de part et d'autre. Cette ruelle est dans un mauvais état dû aux intempéries et au passage régulier d'engins agricoles.

Il est prévu des travaux pour la création d'une chaussée avec une structure neuve après terrassement de la partie existante sur 4 m de large et sur 50 m de long avant la pose d'un géotextile et d'un lit de cailloux et de grave. Un lit de béton sera posé sur le point haut de la voirie et un caniveau sur la partie basse pour canaliser les eaux de ruissellement vers une grille avaloir existante. Les réseaux existants seront mis à niveau. Des travaux complémentaires (apport de terre et de grave) seront réalisés afin que les entrées des riverains soient mises à niveau de la chaussée.

La seconde voirie se situe au hameau de Vaumartin et s'étend sur 70 m et sur une largeur de 2,5 m. Elle est en très mauvais état en raison des activités de l'exploitation de chevaux qui existaient à cet endroit : chaussée effondrée en partie, quasi-totalité des caniveaux détruits et accotement effondré.

En raison d'un trafic routier plus important avec des engins plus larges et du départ de l'exploitation, il est prévu d'élargir ponctuellement la chaussée pour permettre le croisement de véhicules, de renforcer les rives de chaussée avec bordure et caniveau et de canaliser l'eau vers les grilles avaloirs qui devront être déplacées.

La chaussée sera élargie à 5 m sur environ 75 m. Des bordures et des caniveaux seront posés de part et d'autre. Il sera procédé à un terrassement ainsi qu'à la pose d'un géotextile, de cailloux et de grave. Un lit de béton sera posé. La chaussée sera renforcée avant de permettre le croisement de véhicules. Les deux grilles avaloirs existantes seront détruites et remplacées par deux nouvelles alignées sur les caniveaux.

Une recherche amiante et teneur en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sera réalisée en amont des travaux sur les deux hameaux.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX062175.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 84 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

■ MONTDAUPHIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	78 500,00	93,45%
HONORAIRES	5 500,00	6,55%
Total	84 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	33 600,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	25 200,00	30,00%
COMMUNE	25 200,00	30,00%
Total	84 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062563 - COR - REHABILITATION D'UNE MAISON 9 PLACE DU GENERAL DE GAULLE EN ESPACE DE VIE SOCIALE - COMMUNE D'URY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	369 842,70 € HT	40,00 %	147 937,08 €
Montant total de la subvention			147 937,08 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'URY

Adresse administrative : 5 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
77760 URY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-PHILIPPE POMMERET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 3 septembre 2021 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune d'Ury (848 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « Réhabilitation d'une maison 9 place du Général de Gaulle en espace de vie sociale ».

La commune a acquis en 2019 une maison d'une surface de 265 m<sup>2</sup> située 9 place du Général de Gaulle, au cœur du village et à proximité de la mairie.

Le projet consiste à réhabiliter cette maison afin d'accueillir de nouveaux espaces pour favoriser les liens sociaux intergénérationnels. Ainsi elle deviendra un lieu de rencontres, de partage autour d'activités et d'animations de proximité.

Il est ainsi prévu l'aménagement d'une salle des associations, de salles de réunions, d'une kitchenette et de sanitaires. Les deux niveaux seront accessibles aux PMR.

A l'extérieur, un passage couvert sera réalisé pour relier la place du village à la mairie en passant par l'édifice, grâce à la requalification du jardin qui sera considéré comme un lieu d'échange et de promenade.

Les différents travaux à exécuter seront la couverture, l'accessibilité, l'électricité, la plomberie, le terrassement, la maçonnerie, la charpente, la menuiserie, la peinture et les façades.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 URY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	326 747,03	88,35%
ETUDES	43 095,67	11,65%
Total	369 842,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	147 937,08	40,00%
DEPARTEMENT 77 (Sollicité)	110 952,81	30,00%
COMMUNE	110 952,81	30,00%
Total	369 842,70	100,00%

**DOSSIER N° 22002132 - COR - AMENAGEMENT AVEC ESPACES VERTS ET RENFORCEMENT DE VOIRIES - VERDELOT (77) - SUBSTITUTION DE L'OPERATION 19012025 PAR AVENANT**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	56 961,94 € HT	40,00 %	22 784,78 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		22 784,78 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VERDELOT

Adresse administrative : 4 PLACE ALBERT BOYER  
77510 VERDELOT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur André PARRUITTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 2 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Verdelot (674 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Aménagement avec espaces verts et renforcement de voiries" en substitution de l'opération "Réfection des allées du cimetière" (IRIS 19012025).

La deuxième opération du présent contrat rural prévoit la remise en état des trottoirs des rues du Petit Morin et de l'Eglise. L'enfouissement de lignes électriques effectué avant l'intervention sur les trottoirs a confirmé le mauvais état de la chaussée de ces voies et l'urgence de la renforcer. La municipalité envisage donc pour plus de cohérence dans ses investissements de remplacer l'action portant sur les allées du cimetière par des travaux sur la chaussée contiguë aux trottoirs de ces deux rues, et en adéquation avec les préconisations de l'architecte des Bâtiments de France dans le cadre du périmètre "Site patrimonial remarquable" (S.P.R.) des abords de l'église Saint-Crépin-Saint-Crépinien (ISMH).

La chaussée est faite d'une ancienne constitution d'empierrement et d'enduits successifs qui présentent des affaiblissements. Elle nécessite un renforcement qui sera effectué suite à un rabotage des matériaux sur 6 cm d'épaisseur. La réalisation d'une couche d'accrochage sur 1 360 m<sup>2</sup> de voirie assurera la tenue d'un tapis d'enrobé bitumineux de la même épaisseur.

Les regards qui entraînent des affaissements ponctuels de chaussée seront déposés et remplacés, et la pose de grilles avaloirs des eaux pluviales limitera la dégradation des rives de chaussée en recueillant les eaux de ruissellement. Sur une partie de ces bordures, un apport de terre végétale est prévue pour créer des espaces verts (140 m<sup>2</sup> sur l'ensemble des deux rues). Les plantations mettront en valeur le secteur et comprendront un semi de gazon et des massifs de lavandes ou rosiers.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX047588.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 57 000,00 € HT, plafonnée à 56 961,94 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 VERDELOT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	54 500,00	95,61%
HONORAIRES	2 500,00	4,39%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	22 784,78	39,97%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	17 088,58	29,98%
COMMUNE	17 126,64	30,05%
Total	57 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061713 - COR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ECOLE - JAMBVILLE (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	100 000,00 € HT	40,00 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE JAMBVILLE

Adresse administrative : 52 RUE DU MOUSTIER  
78440 JAMBVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-MARIE RIPART, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 18 février 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Jambville (828 habitants - INSEE 2018) propose l'opération suivante : « Aménagement des abords de l'école ».

L'école élémentaire de la commune se situe au 51 rue du Regard, à une intersection potentiellement dangereuse pour les enfants. Cette route est de plus en plus passante et difficile à traverser. La plupart des enfants sont déposés en voiture depuis la rue du Regard.

Le projet consiste à réaménager l'accès principal et les abords de l'école afin de sécuriser le périmètre. 20 places supplémentaires de stationnement seront construites pour permettre la dépose des enfants.

Une attention particulière sera portée à l'insertion paysagère, au choix des matériaux et à un accompagnement végétal fort. L'aménagement de ce nouvel espace public et d'une placette végétalisée sera complété par une coulée verte permettant la gestion des eaux de pluies par la création de noues végétales et d'un espace champêtre composé d'une prairie fleurie et d'arbres fruitiers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 213 523 € HT, plafonné à 100 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 JAMBVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	198 690,00	93,05%
ETUDES	14 833,00	6,95%
Total	213 523,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	40 000,00	18,73%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du COR (sollicité)	30 000,00	14,05%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du CRY+ (sollicité)	77 000,00	36,06%
COMMUNE	66 523,00	31,15%
Total	213 523,00	100,00%



**DOSSIER N° 21010861 - COR - RENOVATION ENERGETIQUE DE LA MAIRIE - JAMBVILLE (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	70 000,00 € HT	40,00 %	28 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		28 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE JAMBVILLE

Adresse administrative : 52 RUE DU MOUSTIER  
78440 JAMBVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-MARIE RIPART, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 22 octobre 2020 - 31 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Jambville (828 habitants - INSEE 2018) propose l'opération : « Rénovation énergétique de la mairie ».

La rénovation énergétique de la mairie constitue la dernière phase du plan de rénovation du patrimoine communal, lancé en 2014 avec la rénovation de la salle des fêtes et d'un logement communal ainsi que la modification du mode de chauffage de l'école (installation d'une pompe à chaleur).

Les travaux de rénovation de la mairie ont été identifiés grâce à la réalisation d'un diagnostic global du patrimoine réalisé dans le cadre du dispositif de CEP (Conseil en Energie Partagé).

Ces travaux de rénovation énergétique qui devraient permettre la réalisation de plus de 30 % d'économie d'énergie, porteront sur :

- la réfection de la toiture de la mairie : isolation renforcée en matériaux biosourcés,
- le passage à un éclairage de type LED.

Par ailleurs, seront réalisés dans :

- la salle du conseil : reprise complète des sols, murs et plafonds, intégration de la domotique (écran, projecteur...), traitement de l'acoustique, isolation des combles et réfection de la couverture,
- la salle des mariages : remplacement des menuiseries extérieures et isolation des combles.

Ces travaux devraient permettre la réalisation de plus de 30% d'économie d'énergie.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » est prise en compte dans la fiche IRIS EX061713.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 126 468 € HT, plafonné à 70 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 JAMBVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	123 413,00	97,58%
ETUDES	3 055,00	2,42%
Total	126 468,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	28 000,00	22,14%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du COR (sollicité)	21 000,00	16,60%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du CRY+ (sollicité)	17 500,00	13,84%
DETR	18 152,00	14,35%
COMMUNE	41 816,00	33,06%
Total	126 468,00	100,00%

**DOSSIER N° 21010862 - COR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA SALLE DES FÊTES-  
JAMBVILLE (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	200 000,00 € HT	40,00 %	80 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		80 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE JAMBVILLE

Adresse administrative : 52 RUE DU MOUSTIER  
78440 JAMBVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-MARIE RIPART, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 18 février 2021 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Jambville (828 habitants - INSEE 2018) propose l'opération suivante : « Aménagement des abords de la salle des fêtes ».

La salle des fêtes, principal lieu de vie de la commune, permet de regrouper un large échantillon de la population grâce aux équipements actuels et ceux à venir.

La commune souhaite réaménager les abords de la salle de fêtes afin de développer le potentiel de ce lieu de rencontre.

Le projet prévoit :

- la création d'une place du village devant la salle des fêtes permettant l'organisation d'événements extérieurs tant culturels (concerts, fête du village...) que sportifs (tournois de pétanque...),
- la remise à niveau d'équipements sportifs situés aux alentours, comme le terrain de tennis et la création

d'une aire de mini-basket,

- la création d'une promenade autour du parc de la salle des fêtes incluant des cônes de paysage s'ouvrant sur la plaine du Vexin,
- la réalisation d'un verger sur la partie libérée par le terrain déplacé qui pourrait être pâturé.

Dans le cadre du nouveau contrat rural, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » est prise en compte dans la fiche IRIS EX061713.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 310 132 € HT, plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 JAMBVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	291 966,00	94,14%
ETUDES	18 166,00	5,86%
Total	310 132,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	80 000,00	25,80%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du COR (sollicité)	60 000,00	19,35%
DEPARTEMENT DES YVELINES au titre du CRY+ (sollicité)	66 500,00	21,44%
COMMUNE	103 632,00	33,42%
Total	310 132,00	100,00%

**DOSSIER N° 22000123 - COR - EXTENSION DE LA SALLE PLURIVALENTE - ROCHEFORT EN YVELINES (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	74 800,00 € HT	40,00 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ROCHEFORT-EN-YVELINES  
Adresse administrative : PLACE DES HALLES  
78730 ROCHEFORT EN YVELINES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur SYLVAIN LAMBERT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 10 novembre 2021 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Rochefort-en-Yvelines (916 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Extension de la salle plurivalente".

La commune de Rochefort-en-Yvelines souhaite réaliser la rénovation de la salle plurivalente pour permettre d'organiser les différents usages et notamment pour étendre les possibilités d'utilisation des associations communales. L'opération consiste à l'installation d'un module sous un préau situé sur le terrain adjacent.

Les travaux comprennent :

- VDR et raccordement aux réseaux existants,
- Fondations superficielles et dallage,
- Bardage double peau acier laque et couverture bac acier étanché,
- Doublage en ba13 et faux plafond,

-Peinture et installation des sols,  
-Chauffage, électricité et plomberie.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS 22000128

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 74 800 € HT, plafonné à 50 000 € HT.

La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 ROCHEFORT-EN-YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	63 300,00	84,63%
HONORAIRES MAITRISE D'OEUVRE	6 000,00	8,02%
ETUDES	5 500,00	7,35%
Total	74 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	20 000,00	26,74%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	15 000,00	20,05%
DEPARTEMENT 78 CRY + (sollicité)	14 000,00	18,72%
COMMUNE	25 800,00	34,49%
Total	74 800,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002263 - COR - AMENAGEMENT D'UNE SALLE D'ACTIVITES DANS LA MAIRIE  
(SUBSTITUTION DE L'OPERATION 18002259) - ROSAY (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	83 647,00 € HT	40,00 %	33 459,00 €
Montant total de la subvention			33 459,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ROSAY  
Adresse administrative : MAIRIE  
78790 ROSAY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Bruno MARMIN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 23 mars 2022 - 21 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de ROSAY (360 habitants- INSEE 2015) propose l'opération « Aménagement d'une salle d'activités dans la mairie », dédiée aussi bien aux enfants de l'école qu'aux associations communales, va être réhabilitée dans un espace se situant sous le rez-de-chaussée de la mairie.

Les travaux comprennent les lots :

- Gros œuvre avec la démolition et la reprise des murs,
- Isolation et doublage des murs,
- Menuiseries et carrelages,
- Peintures,
- Electricité et plomberie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. L'obligation est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX031063.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 92 461 € HT, plafonné à 83 647 € HT .

La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 ROSAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	84 961,00	91,89%
HONORAIRES	7 500,00	8,11%
Total	92 461,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION-ÎLE-DE-FRANCE	33 459,00	36,19%
DEPARTEMENT 78 (acquise)	25 094,00	27,14%
COMMUNE	33 908,00	36,67%
Total	92 461,00	100,00%



**DOSSIER N° 22002384 - COR - CREATION D'UN PARKING RUE DU MESNIL, CHEMIN DE LA POSTE, (DIMINUTION ET SUBSTITUTION PARTIELLE DE L'OPERATION 19007359) - ORMOY LA RIVIERE (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	70 002,00 € HT	40,00 %	28 000,80 €
Montant total de la subvention			28 000,80 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'ORMOY LA RIVIERE

Adresse administrative : 41 GRANDE RUE  
91150 ORMOY-LA-RIVIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur MICHAEL MERIGOT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 23 mars 2022 - 30 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Ormoyn-la-Rivière (1002 habitants - INSEE 2016) propose l'opération : "CREATION D'UN PARKING RUE DU MESNIL, CHEMIN DE LA POSTE".

La commune a acquis la parcelle cadastrée section AB 241 le Mesnil Plisson, d'une superficie totale de 5a4Oca pour un 30 000 € pour y développer un projet d'aménagement d'un parking de 15 places.

Ce projet et permettra de résorber le déficit chronique de stationnements dans le secteur concerné, afin de répondre à la demande des riverains, de fluidifier la circulation dans « Le chemin de la Poste » et de faciliter l'accès aux services de secours et d'incendie.

Le programme retenu comprend les travaux :

- Installation de chantier
- Nettoyage et démolition des ouvrages devant le parking
- Terrassement
- Marquage des places...

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois. L'obligation est prise en charge dans le cadre du dossier IRIS n° EX045887.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 92 429 € HT et plafonné à 70 002 € HT.

La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

■ ORMOY-LA-RIVIERE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	92 429,00	100,00%
Total	92 429,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	28 000,80	30,29%
DEPARTEMENT 91 (acquis)	21 001,00	22,72%
PART COMMUNALE	43 427,20	46,98%
Total	92 429,00	100,00%

## **Annexe 4 : Avenants CoR**

## AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE VERDELOT (77)

### ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-102 du 23 mars 2022,

### ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, Monsieur Jean-François PARIGI, en vertu de la délibération 2022-xxx-XXX de la Commission permanente du X XXX 2022, ci-après, dénommé le Département

### ET D'AUTRE PART :

La commune de Verdelot, représentée par le maire, Monsieur André PARRUITTE ci-après, dénommé le bénéficiaire

### Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Verdelot du 11/09/2019 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2020/04/03-1/02 du 3 avril 2020;
- le contrat rural de la commune de Verdelot signé le 4 novembre 2020 ,
- la demande formalisée par courrier de la commune de Verdelot en date du 18/12/2021, ainsi que la délibération du conseil municipal de la commune en date du 10/12/2021;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-102 du 23 mars 2022 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2022-TERR-XXX du X XXXX 2022.

Le projet initial visait à la réfection des allées du cimetière. Toutefois, suite à une réévaluation des besoins communaux et à un changement de maîtrise d'œuvre, la commune souhaite substituer une nouvelle opération à celle initialement prévue.

La commune souhaite réaliser l'aménagement des espaces verts et le renforcement de la voirie des rues du Petit Morin et de l'Eglise. Le mauvais état général de ces deux rues a été confirmé suite à l'enfouissement électrique réalisé récemment. Par ailleurs, cette opération viendrait en complémentarité de l'opération « Réfection des trottoirs », déjà inscrite au contrat, afin de proposer un aménagement complet et qualitatif de ces deux rues. Le montant de la subvention attribuée n'est pas modifié (22 784,78€).

Les travaux envisagés sont en accord avec les demandes de l'Architecte des Bâtiments de France, dont l'avis avait été sollicité en 2019. L'entreprise est sur le point de commencer les travaux et ces derniers seront terminés en 2022. Aussi, la commune ne souhaite pas demander de prorogation de contrat COR.

Considérant ainsi la nécessité de substituer l'opération « *Réfection des allées du cimetière* » par l'opération « *Aménagement d'espaces verts et renforcement de voirie* ».

**Article 1 :**

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau initial

**Verdelot (77)**

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			RETENUS PAR LE DEPART.	SUBVENTION REGION	SUBVENTION DEPART.
	EN € HT	EN € HT	2020	2021	2022	EN € HT	(40%)	(30%)
Epicerie communale	270 803,47	270 803,47	270 803,47			270 803,47	108 321,39	81 241,04
Réfection des trottoirs	36 756,72	36 756,72		36 756,72		36 756,72	14 702,69	11 027,02
Réfection des allées du cimetière	56 961,94	56 961,94			56 961,94	56 961,94	22 784,78	17 088,58
<b>TOTAL</b>	<b>364 522,13</b>	<b>364 522,13</b>	<b>270 803,47</b>	<b>36 756,72</b>	<b>56 961,94</b>	<b>364 522,13</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT			81 241,04	11 027,02	17 088,58			<b>109 356,64</b>
SUBVENTION REGION			108 321,39	14 702,69	22 784,78		<b>145 808,85</b>	

Tableau modifié

**Verdelot (77)**

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			RETENUS PAR LE DEPART.	SUBVENTION REGION	SUBVENTION DEPART.
	EN € HT	EN € HT	2020	2021	2022	EN € HT	(40%)	(30%)
Epicerie communale	270 803,47	270 803,47	270 803,47			270 803,47	108 321,39	81 241,04
Réfection des trottoirs	36 756,72	36 756,72		36 756,72		36 756,72	14 702,69	11 027,02
Aménagement d'espaces verts et renforcement de voirie	57 000,00	56 961,94			56 961,94	56 961,94	22 784,78	17 088,58
<b>TOTAL</b>	<b>364 560,19</b>	<b>364 522,13</b>	<b>270 803,47</b>	<b>36 756,72</b>	<b>56 961,94</b>	<b>364 522,13</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT			81 241,04	11 027,02	17 088,58			<b>109 356,64</b>
SUBVENTION REGION			108 321,39	14 702,69	22 784,78		<b>145 808,85</b>	

**Article 2 :**

L'échéance initiale du contrat reste au 2 avril 2023.

**Article 3 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région

**Article 4 :**

Les autres stipulations du contrat rural initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Verdelot,  
le

Pour la commune de Verdelot  
*le maire*

A Melun,  
le

Pour le département de Seine-et-Marne  
*le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le

Pour la région Île-de-France  
*la présidente du conseil régional*

**André PARRUITTE**

**Jean-François PARIGI**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE VAUDOY-EN-BRIE (77)
---

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-102 du 23 mars 2022,

ET

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

La Commune de Vaudoy-en-Brie, représentée par la Maire, Madame Béatrice L'ECUYER.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-169 du 22 mai 2019;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2019 06 14 1/02 du 14 juin 2019;
- le contrat rural de la commune de Saint-Ouen-en-Brie signé le 17 juin 2019;
- la demande formalisée par courrier de la commune de Vaudoy-en-Brie en date du 20 décembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-102 du 23 mars 2022 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2022-CD-XXXX du XX XX 2022.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année du fait de contraintes opérationnelles et de la nécessité pour la commune de décaler les travaux dans l'attente d'une réponse sur l'obtention des financements sollicités auprès de l'Etat.

**Article 1 :**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 14 juin 2023.

**Article 2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

**Article 3 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Vaudoy-en-Brie,  
le  
Pour la Commune de Vaudoy-en-Brie

*La Maire*

A Seine et Marne,  
le  
Pour le Département de Seine-et-Marne

*Le Président du Conseil Départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la Région Île-de-France

*La Présidente du Conseil Régional*

**Béatrice L'ECUYER**

**Jean-François PARIGI**

**Valérie PECRESSE**



AVENANT N° 2 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE ROSAY (78)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération CP 2022-102 CP du 23 mars 2022.

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER, dument habilité par délibération **CD 2021-CD-X-XXX.X du XX XXX 2022.**

ET D'AUTRE PART :

La commune de Rosay, représentée par le maire, Monsieur Bruno MARMIN.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Rosay du 14 novembre 2021.
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 ;
- la délibération du conseil départemental n°2018-CD-6-5754.1 du 30 mars 2018 ;
- le contrat rural de Rosay signé le 1<sup>er</sup> aout 2018 ;
- l'avenant de prorogation n°1 adopté respectivement par délibération n° CP 2021-012 du 21 janvier 2021 (pour la région Île-de-France) et par délibération n° 2021-CD-6-6306.1 du 5 février 2021 (pour le département des Yvelines) portant son échéance au 29 mars 2022;
- la demande formalisée par la commune de Rosay par la délibération du conseil municipal en date du 07 décembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-102 du 23 mars 2022.
- la délibération du conseil départemental n° **2022-CD-x-xxx.x** du xx xxxx 2022 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

Les travaux concernant les performances énergétiques de la mairie et de l'école ainsi que la réhabilitation d'une salle de classe sont en cours et devraient être finalisés fin janvier 2022.

Ce contrat rural adopté le 30 mars 2018, a été prorogé d'un an pour ce qui concerne l'engagement des travaux. Il a été initialisé lors du mandat communal précédent et se poursuit désormais avec une nouvelle équipe municipale élue en mars 2020.

Le choix a été fait par cette équipe de suspendre les travaux en lien avec la restauration de l'église, et de rattacher à ce contrat rural une opération d'aménagement d'une salle d'activité.

**Article 1 :**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 29 mars 2023.

## Article 2 :

### Echéancier Initial

NOUVEAU CONTRAT RURAL DE LA COMMUNE DE ROZAY (78)								
OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES (en € HT)	MONTANT RETENU PAR LA REGION (en € HT)	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			MONTANT RETENU PAR LE DEPARTEMENT (en € HT)	SUBVENTION REGION 40%	SUBVENTION DEPARTEMENT 30%
			2018	2019	2020			
Amélioration des performances énergétiques Mairie et école	136 411	136 411	90 000	46 411	-	136 411	54 564	40 923
Transformation d'un logement en salle de classe et remplacement de la couverture du bâtiment	90 308	90 308	70 000	20 308	-	90 308	36 123	27 092
Restauration de l'église	83 647	83 647	50 000	33 647	-	83 647	33 459	25 094
<b>TOTAL</b>	<b>310 366</b>	<b>310 366</b>	<b>210 000</b>	<b>100 366</b>	<b>-</b>	<b>310 366</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT			63 000	30 109	0,00			<b>93 109</b>
SUBVENTION REGION			84 000	40 146	0,00		<b>124 146</b>	

### Echéancier Modifié

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				MONTANT RETENU PAR LE DEPARTEMENT EN € HT	SUBVENTION REGION (40%)	SUBVENTION DEPARTEMENT (30%)
			2018	2019	2022	2023			
Amélioration des performances énergétiques Mairie et école	136 411	136 411	90 000	46 411			136 411	54 564,00	40 923,00
Transformation d'un logement en salle de classe et remplacement de la couverture du bâtiment	90 308	90 308	70 000	20 308			90 308	36 123,00	27 092,00
Aménagement d'une salle d'activité dans la mairie	92 461	83 647			41 824	41 824	83 647	33 459	25 094
<b>TOTAL</b>	<b>319 180</b>	<b>310 366</b>	<b>160 000</b>	<b>66 719</b>	<b>41 824</b>	<b>41 824</b>	<b>310 366</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT (78)			48 000	20 016	12 547	12 547			<b>93 109</b>
SUBVENTION REGION			64 000	26 688	16 729	16 729		<b>124 146</b>	

## Article 3 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## Article 4 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Rosay,  
le  
Pour la commune de Rosay  
*Le Maire*

A Versailles,  
le  
Pour le département des Yvelines  
*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France  
*La présidente du conseil régional*

**Bruno MARMIN**

**Pierre BEDIER**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE JANVRY (91)
---

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-102 du 23 mars 2022,

ET

Le département de l'Essonne, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur François DUROVRAÏ sis Hôtel du Département, Boulevard de France, Evry-Courcouronnes 91012 EVRY Cedex, dûment habilité par délibération n° 2022-TERR-xxxx du 9 mai 2022, ;

ET D'AUTRE PART :

La commune de Janvry, représentée par le Maire, Monsieur Christian SCHOETTL.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Janvry du 03 juillet 2018 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-169 du 22 mai 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2019 -TERR-041 du 03 juin 2019 ;
- le contrat rural de Janvry signé le 02 septembre 2019 ;
- la demande de la commune de Janvry en date du 23 décembre 2021 formalisée par la délibération du conseil municipal en date du 7 décembre 2021;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-102 du 23 mars 2022.
- la délibération du conseil départemental n° 202x-CD-x-xxx.x du 9 mai 2022 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 :**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 02 juin 2023.

**Article 2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

**Article 3 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Janvry,  
le  
Pour la commune de Janvry

*Le Maire*

A Evry-Courcouronnes,  
le  
Pour le département de l'Essonne

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Christian SCHOETTL**

**François DUROVRAY**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE VILLENEUVE-SUR-AUVERS (91)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-102 du 23 mars 2022,

ET

Le département de l'Essonne, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur François DUROVRAÏ dûment habilité par la délibération n° 2022-TERR-XXX du 9 mai 2022 ;

ET D'AUTRE PART :

La commune de Villeneuve-sur-Auvers, représentée par la Maire, Madame Martine HUTEAU.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Villeneuve-sur-Auvers du 30 juin 2018 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-087 du 19 mars 2019;
- la délibération du conseil départemental n° 2019-TERR-022 de la commission permanente du 15 avril 2019 ;
- le contrat rural de Villeneuve-sur-Auvers signé le 23 octobre 2019 ;
- la demande de la commune de Villeneuve-sur-Auvers en date du 15 décembre 2021 formalisée par la délibération du conseil municipal en date du 18 novembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-102 du 23 mars 2022.
- la délibération du conseil départemental n° 2022-TERR-xxx du 9 mai 2022 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 :**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 14 avril 2023.

**Article 2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

**Article 3 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Villeneuve-sur-Auvers,  
le  
Pour la commune de Villeneuve-sur-  
Auvers

*La Maire*

A Evry-Courcouronnes,  
le  
Pour le département de l'Essonne

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Martine HUTEAU**

**François DUROVRAY**

**Valérie PECRESSE**

--

## AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL D'ORMOY-LA-RIVIERE (91)

### ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-102 du 23 mars 2022,

### ET

Le département de l'Essonne, dont le siège est situé à l'Hôtel du Département boulevard de France, Evry-Courcouronnes, 91012 Evry Cedex représenté par son Président, Monsieur Francois DUROVRAY, en vertu de la délibération 2022-TERR-XXX de la Commission permanente du 9 mai 2022,  
ci-après, dénommé le Département

### ET D'AUTRE PART :

La commune d'Ormoyn-la-Rivière, représentée par le maire, Monsieur Michael MERIGOT  
ci-après, dénommé le bénéficiaire

### Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal d'Ormoyn-la-Rivière du xx xx xxxx;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2019-TERR-075 du 14 octobre 2019;
- le contrat rural de la commune d'Ormoyn-la-Rivière signé le 22 janvier 2020 ,
- la demande formalisée par courrier de la commune d'Ormoyn-la-Rivière en date du 25 novembre 2021 formalisant la délibération du conseil municipal de la commune en date du 24 novembre 2021;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-102 du 23 mars 2022 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2022-TERR-XXX du 9 mai 2022.

Le bénéficiaire propose d'annuler partiellement l'opération de viabilisation de la Sente de Vauvert, dont le coût passe de 135 002 HT à 65 000 HT, suite à la prise en charge d'une partie des travaux par le promoteur d'un lotissement sente de Vauvert.

De plus, le remplacement par l'acquisition du terrain et les travaux de création d'un parking rue du Mesnil, Chemin de la poste pour un coût estimatif de 92 429 HT, oblige le bénéficiaire à solliciter cette substitution par avenant au contrat rural.

Considérant ainsi cette demande validée par le département des Yvelines, il devient nécessaire d'annuler partiellement l'opération « *Aménagement de la sente vauvert* » et de compléter le contrat par l'opération « *Acquisition et travaux d'un parking rue du mesnil, chemin de la poste* ».



**Article 1 :**

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

**Tableau initial****Ormoy-la-Rivière (91)**

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			RETENUS PAR LE DEPART.	SUBVENTION REGION	SUBVENTION DEPART.
	EN € HT	EN € HT	2 019	2 020	2 021	EN € HT	(40%)	(30%)
Construction d'un logement	103 820	103 820	103 820			103 820	41 528	31 146
Réfection de la toiture de l'église	71 366	71 366	35 683	35 683		71 366	28 546,40	21 410
Aménagement sente de Vauvert	135 002	135 002	67 501	67 501		135 002	54 000,80	40 501
<b>TOTAL</b>	<b>310 188</b>	<b>310 188</b>	<b>207 004</b>	<b>103 184</b>		<b>310 188</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT			62 101	30 956				<b>93 057</b>
SUBVENTION REGION			82 801,60	41 273,60			<b>124 075,20</b>	

**Tableau modifié****Ormoy-la-Rivière (91)**

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			RETENUS PAR LE DEPART.	SUBVENTION REGION	SUBVENTION DEPART.
	EN € HT	EN € HT	2020	2021	2022	EN € HT	(40%)	(30%)
Construction d'un logement	103 820	103 820		103 820		103 820	41 528	31 146
Réfection de la toiture de l'église	71 366	71 366	71 366			71 366	28 546,40	21 410
Aménagement sente de Vauvert	65 000	65 000			65 000	65 000	26 000	19 500
Création d'un parking rue du Mesnil, chemin de la Poste	92 429	70 002			92 429	70 002	28 000,80	21 001
<b>TOTAL</b>	<b>332 615</b>	<b>310 188</b>				<b>310 188</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT			21 410	31 146	40 501			<b>93 057</b>
SUBVENTION REGION			28 546,40	41 528	54 000,8		<b>124 075,20</b>	

**Article 2 :**

L'échéance initiale du contrat reste au 13 octobre 2022.

**Article 3 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région

**Article 4 :**

Les autres stipulations du contrat rural initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Ormoy-la-Rivière,  
le

Pour la commune d'Ormoy-la-Rivière  
*le maire*

A Evry-Courcouronnes,  
le

Pour le département de l'Essonne  
*le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le

Pour la région Île-de-France  
*la présidente du conseil régional*

**Michael MERIGOT**

**François DUROVRAY**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe 5 : Fiches projets dérogations Commerces de Proximité et CoR**

**DOSSIER N° EX053414 - Guillaume POTHERAT - LA GALERIE DES PAINS -  
Rénovation/modernisation d'une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	82 749,80 € HT	30,68 %	25 384,94 €
Montant total de la subvention			25 384,94 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LA GALERIE DES PAINS

Adresse administrative : 70 GR GRANDE RUE  
77630 BARBIZON

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur GUILLAUME POTHERAT, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Rénovation/modernisation d'une boulangerie

**Dates prévisionnelles** : 1 novembre 2020 - 15 novembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de novembre 2020, avant la commission permanente du 21 janvier 2021.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de rénovation et modernisation d'une boulangerie dans la commune rurale de Barbizon (1 167 habitants) dans le PNR du Gâtinais français en Seine-et-Marne.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 25 384,94 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 81 949,80 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 24 584,94 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :** BARBIZON**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	81 949,80	99,03%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,97%
Total	82 749,80	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	57 364,86	69,32%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	24 584,94	29,71%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,97%
Total	82 749,80	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2018	0,00 €
2019	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX057228 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - Stéphane BLANCHON  
- Modernisation et acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CP2019-297 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	104 850,23 € HT	30,53 %	32 015,07 €
Montant total de la subvention			32 015,07 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BLANCHON CHOLET STEPHANE  
Adresse administrative : 55 GRANDE RUE  
77120 BEAUTHEIL SAINTS  
Statut Juridique : Entreprise individuelle  
Représentant : Monsieur Stéphane BLANCHON, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Modernisation et acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie

**Dates prévisionnelles** : 15 octobre 2021 - 15 novembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit de la modernisation et de l'équipement d'une boulangerie dans la commune rurale de Beauthail-Saints (2 026 habitants) en Seine-et-Marne.

Ce projet est accompagné par la CMA de Seine-et-Marne.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 32 015,07 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 104 050,43 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 31 215,07 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :**  
■ BEAUTHEIL-SAINTS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	104 050,23	99,24 %	Emprunt bancaire	72 835,16	69,47%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,76%	Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	31 215,07	29,77%
Total	104 850,23	100,00 %	Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,76%
			Total	104 850,23	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2018	0,00 €
2019	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX060744 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SARL CHARLES DELMOTTE - La Ferme d'Epiais - Modernisation de l'espace de vente**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204161-153001-1700

Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	25 830,00 € HT	30,00 %	7 749,00 €
Montant total de la subvention			7 749,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CHARLES DELMOTTE  
Adresse administrative : 4 RUE EMILE BOISSEAU  
95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur CHARLES DELMOTTE, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Modernisation de l'espace de vente : aménagements et acquisition de biens d'équipements professionnels

**Dates prévisionnelles** : 2 août 2021 - 30 novembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le début du mois d'août 2021, avant la commission permanente de novembre 2021.

**Description :**

Il s'agit d'un projet de ventes directes à la ferme de produits locaux dans la commune rurale d'Epiais-les-Louvres (107 habitants) dans le Val d'Oise.

L'accompagnement régional permettra de moderniser l'espace de vente et l'acquisition de biens d'équipements professionnels.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 25 830 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 7 749 €.



**Localisation géographique :** EPIAIS-LES-LOUVRES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	25 830,00	100,00%
Total	25 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	18 081,00	70,00%
Subvention régionale (investissements)	7 749,00	30,00%
Total	25 830,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2021	0,00 €
2020	0,00 €
2019	0,00 €

**DOSSIER N° EX038973 - COR - MISE EN ACCESSIBILITE DE LA MAIRIE - FRETOY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	229 425,00 € HT	40,00 %	91 770,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		91 770,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE FRETOY

Adresse administrative : MAIRIE  
77320 FRETOY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Dominique FABRE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 28 mars 2017 - 30 juin 2019

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Frétoy (176 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Mise en accessibilité de la mairie ».

Les locaux de la mairie se situent actuellement à l'étage d'un bâtiment communal accessible uniquement par un escalier et dont le rez-de-chaussée est constitué d'un ancien logement désaffecté et d'une salle de réunion.

Le projet consiste à installer les services administratifs au rez-de-chaussée du bâtiment, en intervenant à la fois sur la surface de l'ancien logement et sur l'accès à la salle de réunion, afin de le mettre en conformité pour l'accueil des personnes à mobilité réduite (PMR).

Cet aménagement concernera 139 m<sup>2</sup> de surface utile au rez-de-chaussée et nécessitera la démolition des cloisons et planchers ainsi que la création d'une nouvelle entrée pour le gros-œuvre. Les travaux intérieurs porteront notamment sur la nouvelle distribution du cloisonnement, la pose de faux-plafonds et de revêtement de sols, la création de sanitaires accessibles PMR, les installations des nouveaux réseaux électriques et informatiques, le chauffage et la peinture.

Ce réaménagement comportera également une modification de façade et une réfection de la toiture.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

**Localisation géographique :**

 FRETTOY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	199 500,00	86,96%
HONORAIRES	29 925,00	13,04%
Total	229 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	91 770,00	40,00%
DEPARTEMENT - Sollicité	68 827,50	30,00%
COMMUNE	68 827,50	30,00%
Total	229 425,00	100,00%

**DOSSIER N° 18010407 - COR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE - FRETOY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	140 575,00 € HT	40,00 %	56 230,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		56 230,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE FRETOY

Adresse administrative : MAIRIE  
77320 FRETOY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Dominique FABRE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 28 mars 2017 - 31 décembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Frétoy (176 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Aménagement des abords de la mairie ».

Les locaux de la mairie se situent actuellement à l'étage d'un bâtiment communal. La commune a souhaité installer les services administratifs au rez-de-chaussée, en intervenant à la fois sur la surface d'un ancien logement désaffecté et sur l'accès à la salle communale existante, aux fins de mise aux normes de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

En parallèle, il est prévu d'aménager les abords extérieurs de la mairie.

Les travaux de voirie et de maçonnerie porteront sur le parvis du bâtiment et les alentours, en particulier à l'arrière du bâtiment avec la création d'une voie d'accès à la salle communale plus sécurisée et l'aménagement du jardin de l'ancien logement qui sera mis en valeur.

Le reprofilage de l'ensemble des voiries et allées concernera 400 m<sup>2</sup> de terrain pour faciliter le cheminement autour de la mairie et de sa salle.

Des travaux d'électricité permettront de poser plusieurs candélabres sur l'espace public redessiné et le chantier comprendra une modification de l'évacuation des eaux usées avec l'installation d'un système de traitement autonome.

Comme pour la fiche IRIS n°EX038973, malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 154 226,50 € HT, plafonné à 140 575,00 € HT.

#### Localisation géographique :

 FRETOT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	134 110,00	86,96%
HONORAIRES	20 116,50	13,04%
Total	154 226,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	56 230,00	36,46%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	42 172,50	27,34%
COMMUNE	55 824,00	36,20%
Total	154 226,50	100,00%

**DOSSIER N° EX043136 - COR - CONSTRUCTION D'UNE MAISON MEDICALE - NESLES LA VALLEE  
(95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		148 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NESLES LA VALLEE  
MAIRIE  
Adresse administrative : PLACE ARISTIDE PARTOIS  
95690 NESLES-LA-VALLEE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Philippe GUEROULT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 janvier 2019 - 31 juillet 2021

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Nesles-la-Vallée (1 801 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Construction d'une maison de santé".


Le bâtiment retenu pour cette opération est très bien situé, en cœur de bourg, à l'intersection de la rue Pierre Pilon, du boulevard de Verdun et de la Place Aristide Pardois, en face de la mairie, juste à côté d'un parking public.

Envie de conserver des professionnels de santé sur son territoire, la commune a décidé de créer un pôle médical sur un site communal qui sera loué à une association regroupant plusieurs salariés des secteurs liés aux soins de santé, à la rééducation et la réadaptation : deux médecins, un dentiste, des kinésithérapeutes, des infirmières, un ostéopathe notamment ont fait part de leur intérêt pour ce projet.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le coût des travaux est estimé à 632 745 € HT plafonné à 370 000 € HT.

**Localisation géographique :** NESLES-LA-VALLEE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	632 745,00	100,00%
Total	632 745,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	23,39%
DEPARTEMENT 95	111 000,00	17,54%
ETAT	183 921,50	29,07%
COMMUNE	189 823,50	30,00%
Total	632 745,00	100,00%

**DOSSIER N° EX046648 - COR - REHABILITATION DE VOIRIE - VIEILLE ROUTE DE PROVINS - ROUILLY (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR200-16 du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	165 285,00 € HT	40,00 %	66 114,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		66 114,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ROUILLY

Adresse administrative : 8 RUE DE L'EGLISE  
77160 ROUILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pierre VOISEMBERT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 14 mai 2019 - 31 décembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Rouilly (485 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Réhabilitation de voirie - Vieille route de Provins ».

L'état de la chaussée de la route présente des dégradations avec affaissements par endroits et sa largeur varie de 3,30 à 4,30 m. Les accotements existants principalement herbeux, non aménagés, n'assurent pas une continuité d'itinéraire pour les piétons et n'ont pas de revêtement stabilisé.

L'objectif de l'opération consiste à aménager la voirie pour améliorer les circulations des véhicules et des piétons. Les travaux permettront, après les terrassements nécessaires, l'élargissement des voiries à 4 m en section droite et 4,50 m en section courbe avec pose d'un nouvel enrobé sur la chaussée et par l'installation d'une bordure en béton franchissable par les véhicules en cas de besoin.

Quatre grilles avaloir seront créées pour recevoir l'écoulement des eaux pluviales et raccordées au fossé



existant en bout de voie.

Les interventions comprendront l'aménagement d'accotements en granulats ainsi qu'une délimitation des entrées des habitations riveraines par la pose de bordurettes et d'un enrobé spécifique sur le bas-côté. La création d'un trottoir à l'arrière des points d'arrêt de la ligne de bus est également prévue.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, de déroger à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 165 285€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	154 285,00	93,34%
HONORAIRES	11 000,00	6,66%
Total	165 285,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	66 114,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	49 585,50	30,00%
COMMUNE	49 585,50	30,00%
Total	165 285,00	100,00%

## **Annexe 6 : Fiches projets PNR**

**DOSSIER N° EX062395 - PNR OISE - PAYS DE FRANCE : FRAIS DE STRUCTURE 2022**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

**Délibération Cadre** : CR09-15 du 18/02/2015

**Imputation budgétaire** : 937-76-65738-176002-1700

Action : 17600206- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	352 000,00 € TTC	100,00 %	352 000,00 €
Montant total de la subvention			352 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PNR OISE PAYS DE FRANCE

Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX  
60560 ORRY LA VILLE

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur PATRICE MARCHAND, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Description :**

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR Oise Pays de France pour l'année 2022.

Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

**Localisation géographique :**

- BELLEFONTAINE
- CHATENAY-EN-FRANCE
- CHAUMONTEL
- JAGNY-SOUS-BOIS
- LASSY
- LUZARCHES
- MAREIL-EN-FRANCE
- LE PLESSIS-LUZARCHES
- VILLIERS-LE-SEC

- FOSSES
- SURVILLIERS
- BETHEMONT-LA-FORET
- CHAUVRY
- PRESLES
- VILLIERS-ADAM
- ASNIERES-SUR-OISE
- BELLOY-EN-FRANCE
- MAFFLIERS

- NOISY-SUR-OISE
- SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
- SEUGY
- VIARMES

- BEAUMONT-SUR-OISE
- MOURS
- NOINTEL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	352 000,00	100,00%
Total	1 540 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France sollicitée	352 000,00	100,00%
Total	352 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062681 - FRAIS DE STRUCTURE DU PROJET DE PARC NATUREL REGIONAL DE LA BRIE ET DES DEUX MORIN AU TITRE DE L'ANNEE 2022**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

**Délibération Cadre** : CR09-15 du 18/02/2015

**Imputation budgétaire** : 937-76-65738-176002-1700

Action : 17600206- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	125 000,00 € TTC	100,00 %	125 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		125 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE ETUDES  
PREFIGURATION PARC NATUREL REG LA  
BRIE ET DEUX MORIN

Adresse administrative : 2 RUE DU MERISIER  
77120 CHAILLY EN BRIE

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur FRANCK RIESTER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Description :**

La Région a de longue date affirmé son soutien au projet de création du Parc naturel régional (PNR) de la Brie et des deux Morin, très attendu par le territoire. Suite à l'avis d'opportunité favorable à la poursuite du projet de création et aux recrutements d'un chef de projet élaboration de la charte, 2022 marquera le commencement des travaux d'élaboration de la charte menés conjointement entre les différents acteurs du territoire (élus, Conseil Local de Développement, société civile, professionnels et entrepreneurs).

Créé par arrêté préfectoral du 26 décembre 2012, le SMEP, syndicat mixte d'études et de préfiguration a pour objet de « préparer le projet de Parc naturel régional en précisant les enjeux, en définissant les objectifs et en élaborant le projet de charte sur la base des études préalables (...) ». L'équipe du SMEP se compose actuellement d'un chef de projet, d'une responsable administrative et d'un géomaticien.

Dans le cadre de la poursuite de la création de ce parc, cette subvention doit fournir les moyens nécessaires à la pérennisation des postes créés dans la perspective d'une poursuite des études et travaux nécessaires à la rédaction de la future charte et à la réalisation du plan de parc.

**Localisation géographique :**

 BASSEVELLE

 BUSSIÈRES

 CHAMIGNY

 CITRY  
 LA FERTE-SOUS-JOUARRE  
 JOUARRE  
 LUZANCY  
 MERY-SUR-MARNE  
 NANTEUIL-SUR-MARNE  
 PIERRE-LEVEE  
 REUIL-EN-BRIE  
 SAACY-SUR-MARNE  
 SAINTE-AULDE  
 SAMMERON  
 SEPT-SORTS  
 SIGNY-SIGNETS  
 USSY-SUR-MARNE  
 BOULEURS  
 COULOMMES  
 CRECY-LA-CHAPELLE  
 LA HAUTE-MAISON  
 SANCY  
 TIGEAUX  
 VAUCOURTOIS  
 VILLIERS-SUR-MORIN  
 VOULANGIS  
 AMILLIS  
 CHAILLY-EN-BRIE  
 DAGNY  
 MAROLLES-EN-BRIE  
 MAUPERTHUIS

 BEAUTHEIL-SAINTS  
 TOUQUIN  
 DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX  
 FAREMOUTIERS  
 GUERARD  
 POMMEUSE  
 AULNOY  
 BOISSY-LE-CHATEL  
 CHAUFFRY  
 COULOMMIERS  
 GIREMOUTIERS  
 MAISONCELLES-EN-BRIE  
 MOUROUX  
 SAINT-AUGUSTIN  
 BELLOT  
 BOITRON  
 LA CELLE-SUR-MORIN  
 LA CHAPELLE-MOUTILS  
 CHARTRONGES  
 CHEVRU  
 CHOISY-EN-BRIE  
 COUILLY-PONT-AUX-DAMES  
 DOUE  
 LA FERTE-GAUCHER  
 HAUTEFEUILLE  
 HONDEVILLIERS  
 JOUY-SUR-MORIN

 LESCHEROLLES  
 LEUDON-EN-BRIE  
 MONTDAUPHIN  
 MONTENILS  
 MONTOLIVET  
 MORTCERF  
 ORLY-SUR-MORIN  
 PEZARCHES  
 REBAIS  
 SABLONNIERES  
 SAINT-BARTHELEMY  
 SAINT-CYR-SUR-MORIN  
 SAINT-DENIS-LES-REBAIS  
 SAINT-GERMAIN-SOUS-DOUE  
 SAINT-LEGER  
 SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS  
 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS  
 SAINT-OUEN-SUR-MORIN  
 SAINT-REMY-LA-VANNE  
 SAINT-SIMEON  
 LA TRETOIRE  
 VERDELOT  
 VILLENEUVE-SUR-BELLOT

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	125 000,00	100,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France sollicitée	125 000,00	100,00%
Total	125 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062391 - PNR OISE- PAYS DE FRANCE : ACTIONS EN FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS 2022**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)

**Délibération Cadre** : CR53-15 du 18/06/2015

**Imputation budgétaire** : 937-76-65738-176002-1700

Action : 17600205- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	339 293,00 € TTC	34,61 %	117 431,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		117 431,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PNR OISE PAYS DE FRANCE

Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX  
60560 ORRY LA VILLE

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur PATRICE MARCHAND, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2022 - 4 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le programme d'action 2022 comprend 5 opérations en fonctionnement qui relèvent de 4 orientations de la Charte du PNR :

Orientation 2 : Préserver, restaurer des réseaux écologiques fonctionnels

- F027 : Assistance scientifique et technique à la préservation des milieux naturels

Cette opération découle des actions engagées par le parc en faveur des milieux naturels et réseaux écologiques

- F032 : Forêt de Chantilly : comprendre les blocages de la régénération et identifier les leviers sylvicoles possibles

Orientation 4 : Mettre en œuvre un urbanisme durable répondant aux besoins en matière de logement

- F034 : Etudes urbaines. Ces études contribuent à la définition de véritables projets urbains pour les communes

Orientation 6 : Préserver et gérer durablement les ressources naturelles

- F042 : expertises environnementales. Ce fonds finance des expertises ou petites études permettant une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux dans le cadre d'un projet, de la gestion courante...

Orientation 11 : Sensibiliser et éduquer pour impliquer les publics dans le projet de territoire

- F047 : Programme de communication

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le programme d'actions 2022 est financé conformément aux statuts du SMAG. La région Île-de-France finance ainsi 100 % des actions sur son territoire correspondant à 34,61 % des dépenses globales.

#### Localisation géographique :

■ BELLEFONTAINE	■ PRESLES
■ CHATENAY-EN-FRANCE	■ VILLIERS-ADAM
■ CHAUMONTEL	■ ASNIERES-SUR-OISE
■ JAGNY-SOUS-BOIS	■ BELLOY-EN-FRANCE
■ LASSY	■ MAFFLIERS
■ LUZARCHES	■ NOISY-SUR-OISE
■ MAREIL-EN-FRANCE	■ SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
■ LE PLESSIS-LUZARCHES	■ SEUGY
■ VILLIERS-LE-SEC	■ VIARMES
■ FOSSES	■ BEAUMONT-SUR-OISE
■ SURVILLIERS	■ MOURS
■ BETHEMONT-LA-FORET	■ NOINTEL
■ CHAUVRY	

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service, recherche, études, achat de petit matériel...	339 293,00	100,00%
Total	339 293,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France sollicitée	117 431,00	34,61%
Région Hauts-de-France	113 901,00	33,57%
Département de l'Oise	87 961,00	25,92%
Autres	20 000,00	5,89%
Total	339 293,00	100,00%



**DOSSIER N° EX062565 - ACTIONS EN FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS 2022 DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)

**Délibération Cadre** : CR53-15 du 18/06/2015

**Imputation budgétaire** : 937-76-65738-176002-1700

Action : 17600205- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	353 000,00 € TTC	100,00 %	353 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		353 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT  
GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL  
DU VEXIN FRANCAIS

Adresse administrative : MAISON DU PARC  
95450 THEMERICOURT

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Benjamin DEMAILLY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2022 - 1 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le programme d'actions 2022 comprend 28 actions en fonctionnement qui relèvent de 12 objectifs opérationnels de la charte du PNR :

- Agir pour le climat et l'énergie pour un montant de 15 000 € ;
- Assurer l'éducation à l'environnement et aux patrimoines pour un montant de 45 000 € ;
- Conforter les actions de valorisation des patrimoines bâtis pour un montant de 10 000 € ;
- Connaître le patrimoine naturel pour un montant de 5 000 € ;
- Contribuer au développement du tourisme et des loisirs sur le territoire pour un montant de 72 250 € ;
- Développer une agriculture durable pour un montant de 55 000 € ;
- Développer une vie locale et culturelle pour un montant de 50 000 € ;
- Gérer les moyens du parc pour un montant de 3 750 € ;

- Mener une communication institutionnelle et assurer la promotion du territoire pour un montant de 30 000 € ;
- Préserver les paysages pour un montant de 15 000 € ;
- Promouvoir un développement économique durable du territoire pour un montant de 37 000 € ;
- Protéger, restaurer, gérer le patrimoine naturel pour un montant de 15 000 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Le programme d'actions 2022 est financé conformément aux statuts du SMAG. La région Île-de-France finance ainsi 100 % des actions sur son territoire.

### Localisation géographique :

DROCOURT	THEUVILLE	SERAINCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT	ARRONVILLE	THEMERICOURT
GOMMECOURT	BERVILLE	US
BRUEIL-EN-VEXIN	ENNERY	VIGNY
JAMBVILLE	EPIAIS-RHUS	AMENUCOURT
JUZIERS	GENICOURT	CHAUSSY
MEZY-SUR-SEINE	HEDOUVILLE	CHERENCE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT	HEROUVILLE	HAUTE-ISLE
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE	LABBEVILLE	LA ROCHE-GUYON
VAUX-SUR-SEINE	LIVILLIERS	VETHEUIL
EVEQUEMONT	MENOUVILLE	VIENNE-EN-ARTHIES
FONTENAY-SAINT-PERE	NESLES-LA-VALLEE	VILLERS-EN-ARTHIES
GAILLON-SUR-MONTCIENT	VALLANGOUJARD	AINCOURT
GARGENVILLE	LE BELLAY-EN-VEXIN	AMBLEVILLE
GUERNES	CLERY-EN-VEXIN	ARTHIES
GUITRANCOURT	COMMENY	BANTHELU
LAINVILLE-EN-VEXIN	GOUZANGREZ	BRAY-ET-LU
MONTALET-LE-BOIS	GUIRY-EN-VEXIN	BUHY
SAILLY	MOUSSY	LA CHAPELLE-EN-VEXIN
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	NUCOURT	CHARMONT
BOISSY-L'AILLERIE	LE PERCHAY	FROUVILLE
BREANCON	CHAMPAGNE-SUR-OISE	GENAINVILLE
BRIGNANCOURT	PARMAIN	HODENT
CHARS	AUVERS-SUR-OISE	MAGNY-EN-VEXIN
CORMEILLES-EN-VEXIN	BUTRY-SUR-OISE	MAUDETOUT-EN-VEXIN
FREMECOURT	VALMONDOIS	MONTREUIL-SUR-EPTE
GRISY-LES-PLATRES	ABLEIGES	OMERVILLE
HARAVILLIERS	AVERNES	RONQUEROLLES
LE HEAULME	CONDECOURT	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
MARINES	COURCELLES-SUR-VIOSNE	SAINT-CYR-EN-ARTHIES
MONTGEROULT	FREMAINVILLE	SAINT-GERVAIS
NEUILLY-EN-VEXIN	LONGUESSE	WY-DIT-JOLI-VILLAGE
SANTEUIL	SAGY	

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animations ; communication ; entretien d'itinéraires ; subventions aux personnes privées, aux communes et assimilés ; études et suivi ; achats de petits matériels ; prestations de services.	353 000,00	100,00%
Total	353 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de- France sollicitée	353 000,00	100,00%
Total	353 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062554 - Actions en fonctionnement du programme d'actions 2022 - PNR DU GATINAIS FRANCAIS**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)

**Délibération Cadre** : CR53-15 du 18/06/2015

**Imputation budgétaire** : 937-76-65738-176002-1700

Action : 17600205- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	353 000,00 € TTC	100,00 %	353 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		353 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS

Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY  
91490 MILLY LA FORET

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation des actions du programme d'actions 2022.

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la charte, il est proposé un démarrage anticipé.

**Description :**

Le programme 2022 comprend des actions en fonctionnement qui relèvent de 10 des 11 orientations de la charte du parc naturel régional :

- \* Connaître et protéger la biodiversité en réseau pour un montant d'actions de 10 000,00 €
- \* Améliorer la qualité de vie, les déplacements et participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour un montant d'actions de 14 500,00 €
- \* Préserver et valoriser les ressources culturelles pour un montant d'actions de 19 000,00 €
- \* Promouvoir la valeur culturelle des paysages et en maîtriser leur évolution pour un montant d'actions de 2 000,00 €
- \* Agir en faveur d'un urbanisme garant des équilibres environnementaux et humains pour un montant d'actions de 4 000,00 €

- \* Accueillir et accompagner les entreprises dans une démarche de développement durable pour un montant d'actions de 53 500,00 €
- \* Organiser et développer une offre de tourisme durable pour un montant d'actions de 23 000,00 €
- \* Faire connaître et transmettre une vision partagée du territoire pour un montant d'actions de 157 000,00 €. Cette orientation inclut les études pour la révision de la charte du parc.
- \* Sensibiliser et éduquer au territoire, au développement durable et solidaire pour un montant d'actions de 61 000,00 €
- \* Innover et coopérer avec d'autres territoires d'expérience et de projets pour un montant d'actions de 9 000,00 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au contrat de parc 2021-2023 la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

#### Localisation géographique :

BOISSISE-LE-ROI  
PRINGY  
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY  
ARBONNE-LA-FORET  
BARBIZON  
CELY  
CHAILLY-EN-BIERE  
FLEURY-EN-BIERE  
PERTHES  
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE  
SAINT-MARTIN-EN-BIERE  
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE  
VILLIERS-EN-BIERE  
ACHERES-LA-FORET  
AMPONVILLE  
BOISSY-AUX-CAILLES  
BOULANCOURT  
BURCY  
BUTHIERS  
LA CHAPELLE-LA-REINE  
CHATENOT  
CHEVRAINVILLIERS  
FROMONT  
GARENTREVILLE

GUERCHEVILLE  
LARCHANT  
NANTEAU-SUR-ESSONNE  
ORMESSON  
RECLOSES  
RUMONT  
TOUSSON  
URY  
LE VAUDOUE  
VILLIERS-SOUS-GREZ  
COURANCES  
DANNEMOIS  
MILLY-LA-FORET  
MOIGNY-SUR-ECOLE  
ONCY-SUR-ECOLE  
SOISY-SUR-ECOLE  
BAULNE  
CERNY  
CHAMPCUEIL  
CHEVANNES  
LA FERTE-ALAI  
AUVERS-SAINT-GEORGES  
BOISSY-LE-CUTTE  
BOURAY-SUR-JUINE

CHAMARANDE  
JANVILLE-SUR-JUINE  
VILLENUEVE-SUR-AUVERS  
BOUVILLE  
LA FORET-SAINTE-CROIX  
PUISELET-LE-MARAIS  
VALPUISEAUX  
BOIGNEVILLE  
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE  
BROUY  
BUNO-BONNEVAUX  
CHAMPNOTTEUX  
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE  
D'HUISON-LONGUEVILLE  
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE  
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE  
MAISSE  
MONDEVILLE  
ORVEAU  
PRUNAY-SUR-ESSONNE  
VAYRES-SUR-ESSONNE  
VIDELLES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériel, communication, études seules, événements, prestation de service, subvention aux Communes et assimilés (dont établissements scolaires), subventions aux personnes privées (particuliers, entreprises, etc.), travaux d'entretien pour la préservation de la faune et du patrimoine fruitier	353 000,00	100,00%	Subvention Région Ile-de-France sollicitée	353 000,00	100,00%
			Total	353 000,00	100,00%
Total	353 000,00	100,00%			



**DOSSIER N° 19002048 - ACTION 7E - ENCOURAGER L'UTILISATION DES ENERGIES  
RENOUVELABLES LOCALES**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)

**Délibération Cadre** : CR53-15 du 18/06/2015

**Imputation budgétaire** : 907-76-204182-476002-1700

Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	90 000,00 € TTC	100,00 %	90 000,00 €
Montant total de la subvention			90 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET  
DE GESTION DU PARC NATUREL  
REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS

Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY  
91490 MILLY-LA-FORET

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation de l'action 7E de la mesure 7 : incitons à l'utilisation sobre des énergies et au développement des énergies renouvelables (investissement).

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2019 - 31 décembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dans le cadre de cette enveloppe, il avait été envisagé d'accompagner, sur le territoire du parc, des projets d'installation de chaudières bois énergie, d'installations de panneaux solaires (porteurs de projets publics ou privés).

Toutefois, compte tenu que le porteur de projet initialement pressenti a abandonné le projet de chaudière bois énergie et que le parc fait face à la difficulté de trouver des sociétés de transport en capacité d'assurer les livraisons des petites unités du fait d'une taille inadaptée des camions, le parc sollicite la modification de la destination d'une partie des financements pour attribuer une subvention à une commune pour vers l'achat d'un véhicule permettant l'approvisionnement des petites unités de chaufferie. La difficulté concerne aujourd'hui la moitié des chaufferies approvisionnées par Gâtinais Bois Energie, société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), solution choisie par le parc et ses partenaires (propriétaires forestiers, transformateurs, clients) pour développer une filière bois locale.

Ainsi, le parc souhaite réorienter les financements initialement prévus pour l'installation de chaudière bois énergie vers des investissements relatifs à de nouveaux besoins indispensables au maintien des chaufferies présentes sur le territoire et au développement de la filière bois énergie et notamment des équipements permettant l'approvisionnement des petites unités de chaufferie (véhicule).

Le parc constate aussi l'émergence d'autres problématiques et notamment la question du stockage des plaquettes et souhaite réfléchir à l'optimisation de sites déjà existants (hangar existant dont la capacité de stockage doit être augmentée, plateforme de stockage des plaquettes de compost du Gâtinais...). Bien que le Parc n'ait pas encore trouvé de solutions techniques pour répondre à ces problématiques, il souhaiterait avoir la possibilité de pouvoir accompagner les projets et initiatives à venir qui pourraient aller dans ce sens.

En parallèle, le parc continuera son travail de sensibilisation sur les autres énergies renouvelables auprès de porteurs de projets tant publics que privés.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

#### **Localisation géographique :**

Pringy	Guercheville	Buthiers	Janville-sur-Juine
Saint-Fargeau-Ponthierry	Larchant	La Chapelle-la-Reine	Villeneuve-sur-Auvers
Arbonne-la-foret	Ury	Garentreville	Bouville
Barbizon	Nanteau-sur-Essonne	Chatenoy	La Forêt-Sainte-Croix
Cely	Ormesson	Chevrainvilliers	Puiselet-le-Marais
Chailly-en-Bière	Recloses	Fromont	Boigneville
Fleury-en-Bière	Rumont	Cerny	Boutigny-sur-Essonne
Perthes	Tousson	Champcueil	Brouy
Saint-germain-sur-Ecole	Le Vaudoué	Chevannes	Buno-Bonnevaux
Saint-Martin-en-Bière	Villiers-sous-Grez	La Ferté-Alais	Chammotteux
Saint-Sauveur-sur-Ecole	Moigny-sur-Ecole	Auvers-Saint-Georges	Courdimanche-sur-Essonne
Villiers-en-Bière	Courances	Chamarande	Mondeville
Boulancourt	Dannemois	Guigneville-sur-Essonne	Valpuiseaux
Achères-la-Forêt	Milly-la-Forêt	Maisse	D'Huisson-Longueville
Amponville	Oncy-sur-Ecole	Orveau	Gironville-sur-Essonne
Boissy-aux-Cailles	Soisy-sur-Ecole	Prunay-sur-Essonne	Boissy-le-Cutte
Burcy	Baulne	Vayres-sur-Essonne	Bouray-sur-Juine
			Videlles

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

#### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA.



Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Encourager l'utilisation des énergies renouvelables locales	90 000,00	100,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	90 000,00	100,00%
Total	90 000,00	100,00%

## **Annexe 7 : Convention de financement du PNR Brie et des deux Morin**

**CONVENTION 2022  
EN FAVEUR DU SYNDICAT MIXTE D'ETUDES ET DE PREFIGURATION DU  
PROJET DE PARC NATUREL REGIONAL DE LA BRIE ET DES DEUX MORIN**

**La région d'Île-de-France**, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2, rue Simone Veil ; représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSÉ, en vertu de la délibération n° CP 2022-102 en date du 23 mars 2022

ci-après dénommée « *la région Île-de-France* »

d'une part,

**Le Syndicat Mixte d'Etudes et de Préfiguration du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin**, sis à Chailly en Brie (77120) – 2 rue du Mérésier, représenté par son Président, Monsieur Franck RIESTER, autorisé par délibération du Comité syndical du 11 février 2022,

ci-après dénommé « *le Syndicat mixte* »

d'autre part.

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

La nécessité d'organiser pour l'année 2022 le soutien financier apporté au Syndicat Mixte d'Etudes et de Préfiguration (SMEP) du Parc naturel régional (PNR) de la Brie et des deux Morin par la région Île-de-France pour cette année charnière pour la création du PNR. A la suite des recrutements d'un chef de projet élaboration de la charte et d'un géomaticien, le Syndicat mixte doit désormais pérenniser l'équipe technique en charge de finaliser les études préalables et de coordonner la rédaction de la Charte du futur PNR.

La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 confirme la compétence de la Région dans la procédure de création du PNR. La Région est responsable de l'élaboration de la charte et engage la procédure de classement par une délibération motivée. Dans le cadre du projet de PNR de la Brie et des deux Morin, la délibération n° CR 84-12 du conseil régional du 28 septembre 2012 engage la procédure de classement. Suite au second avis d'opportunité favorable au projet rendu par le Préfet de Région le 11 septembre 2020, le conseil régional, dans le cadre du CR n°2020-043 du 24 septembre 2020 a renouvelé l'engagement de la procédure de classement et a prescrit l'élaboration de la charte.

Le projet de création du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin intéresse la région Île-de-France, ainsi que le Département de Seine-et-Marne et quatre-vingt-deux communes, conformément à la délibération du Syndicat mixte du 20 avril 2017 transmise par la Région à l'Etat dans un courrier du 12 mars 2018.

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT :**

## **ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention détermine les engagements de la région Île-de-France pour la poursuite de la procédure de classement du parc pour l'année 2022, ainsi que les modalités d'intervention et de coopération des signataires, le montant des subventions allouées au Syndicat mixte.

## **ARTICLE 2- OBJECTIFS STRATEGIQUES POURSUIVIS PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE**

Sont rappelées les priorités régionales sur lesquelles s'articulent les missions fondamentales des parcs et qui sont à l'origine de leur création :

- les PNR seront les fers de lance d'une relance durable dans les territoires ruraux, écologique et numérique ;
- les PNR seront des territoires pionniers face aux défis du changement climatique et de la transition énergétique ;
- les PNR seront des promoteurs des ambitions de la Stratégie Régionale Economie Circulaire (SREC) pour l'économie des ressources naturelles et du nouveau modèle alimentaire porté par le Plan régional pour une Alimentation locale, durable et solidaire adopté au CR n° 2021-001 du 4 février 2021 ;
- les PNR seront des porteurs de solutions innovantes pour un aménagement et des mobilités sobres et durables ;
- les PNR seront des territoires de préservation et de valorisation du patrimoine naturel, des paysages et du patrimoine rural remarquable.

## **ARTICLE 3- ENGAGEMENTS DU SYNDICAT MIXTE**

Le Syndicat mixte s'engage à déployer les moyens nécessaires à la poursuite des études et travaux nécessaires à l'élaboration de la future charte.

Il s'engage également à :

- porter à la connaissance de la région Île-de-France tous les projets de modifications concernant la procédure de classement,
- fournir à la région Île-de-France, dans les six mois de l'année suivante, un bilan des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion) ainsi qu'un rapport d'activités indiquant les opérations réalisées et leur niveau d'avancement,
- informer la région Île-de-France des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exécution de la présente convention,
- faciliter le contrôle, par la région Île-de-France, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

### **Promotion et communication**

Le Syndicat mixte s'engage à assurer la promotion de la participation de la Région aux opérations subventionnées, conformément à l'annexe 1 détaillant les obligations en matière de communication.

#### **ARTICLE 4– ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE**

La région Île-de-France s'engage à soutenir financièrement le Syndicat mixte pour la réalisation des objectifs définis à l'article 2 par le versement d'une subvention dont le montant maximum s'élève à **125 000 €** au titre du fonctionnement.

La Région s'engage à soutenir financièrement la poursuite du projet de création du parc naturel régional, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante et dans la limite de leur disponibilité.

#### **ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION**

La procédure de classement fait l'objet d'un suivi par la Région, dans le cadre d'un groupe de travail permettant d'assurer la bonne exécution de la convention et de préparer durant l'année 2022 les modalités de contractualisation à venir.

Ce groupe de travail associe la DRIEAT et l'Institut Paris Region et se réunit autant que de besoin. Le secrétariat est pris en charge par le Syndicat mixte.

#### **ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

Afin de percevoir le versement de la subvention, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région les documents suivants, signés par le représentant légal dûment habilité :

Pour des acomptes :

- Un état récapitulatif des dépenses précisant le montant et la nature des dépenses par opération ;

Pour le versement du solde de la subvention :

- Un état récapitulatif des dépenses et des recettes précisant le montant et la nature des dépenses par opération visé par le percepteur.

#### **ARTICLE 7 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS**

Les subventions régionales versées au titre de la présente convention sont régies par les dispositions du règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° **CR 2021-055 du 21 juillet 2021**. Les dispositions de ce règlement relatives à la caducité sont intégralement applicables dans le cadre de cette convention, à savoir :

- pour les subventions de fonctionnement : si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut-être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Les versements seront effectués par les services régionaux et interviendront comme suit :

- Les acomptes sont versés, après validation de constatation du service fait par les services régionaux sur les pièces énumérées à l'article 6.  
Le montant cumulé des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.
- Le solde de la subvention sera versé après validation de constatation du service fait par les services régionaux sur les pièces énumérées à l'article 6.

Le montant de la subvention régionale est assis sur des dépenses subventionnables. Si la dépense subventionnable réelle de l'opération s'avère inférieure au montant de la dépense subventionnable prévisionnelle, la subvention sera révisée sur la base du taux de participation de la Région.

Si la dépense subventionnable réelle est supérieure à la dépense subventionnable prévisionnelle, la subvention restera égale au montant prévu dans la délibération.

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du SMEP :

Code banque : .....

Code guichet : .....

N° compte : .....

Clé RIB : .....

Domiciliation : .....

Le comptable assignataire est, pour la région Île-de-France, le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Île-de-France et de Paris.

## **ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé selon les mêmes formes d'approbation de la présente convention.

## **ARTICLE 9 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente des subventions au bénéficiaire, à savoir le 23 mars 2022, et couvre la période 2022 pour la poursuite de création du parc, telle que définie dans la fiche-projet ci-annexée.

## **ARTICLE 10 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au SMEP qui s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le SMEP pour les activités non conformes à celles qui sont définies aux articles 1 et 2 de la présente convention ou si le SMEP ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention ;
- en cas de résiliation de la présente convention selon les cas énumérés à l'article 11 de la présente convention.

## **ARTICLE 11 – RESILIATION**

La région Île-de-France peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La région Île-de-France peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

## **ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif.

Au titre de la procédure le classement **du Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin**, la présente convention comporte en annexe 2 les fiches-projet suivantes : frais de structure du projet de Parc naturel régional de la Brie et des deux Morin au titre de l'année 2022.

Fait à Saint Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le \_\_\_\_\_

Pour la région Île-de-France,

Pour le Syndicat mixte d'études et de  
préfiguration du Parc naturel régional  
de la Brie et des deux Morin,

*la présidente du conseil régional,*  
**Valérie PÉCRESSE**

*le président du Syndicat mixte,*  
**Franck RIESTER**

## **ANNEXE 1 A LA CONVENTION : OBLIGATIONS DU PNR EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région, le parc naturel régional s'engage à faire apparaître la contribution de la Région dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

### *Présence de la mention :*

Le parc s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur » » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

### *Apposition du logotype :*

La présence du logotype de la Région est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos ...).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale, qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région. La maquette des documents et supports concernés devant être transmise à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### *Évènements :*

Le parc s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services de la Région un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées à la présente convention.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le parc est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

### *Relations presse / relations publiques :*

Le parc s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

### *Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.*

Le parc s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maîtrise d'ouvrage du parc, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

*Coopération aux actions de communication décidées par la Région, en lien avec l'objet de la convention.*



Le parc s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par la Région, (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité de la Région, ...

Dans ce cadre, le parc autorise à titre gracieux la Région, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

*Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :*

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : la Région devra pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion,
- En aval : le parc s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

## **ANNEXE 2 A LA CONVENTION : FICHE-PROJET**